

Défis et Opportunités pour une paix durable dans la Région des Grands Lacs

Points de vue des populations du Kivu montagneux

A la fin, l'ensemble de la recherche populaire menée a fait ressortir, dans le narratif des populations du Kivu montagneux, comme sources des tensions, des violations des droits de l'homme et des pillage des ressources naturelles, les facteurs suivants : instabilité politique, effondrement du tissu social et économique ainsi que les effets mêmes de ces guerres à répétition qui amènent des violations du droit international humanitaire et des crimes de guerre commis par ceux-là même qui affirment sauver des populations qu'ils tuent en recourant à la guerre comme moyen de revendication.

Toutefois, le désordre se nourrit de l'absence d'un Etat fort doté d'institutions fortes, indépendantes, opérationnelles et capables de créer un cadre macro-économique favorable à la croissance.

Une série de bonnes pratiques de paix a permis à la population victime d'être résiliente à travers une attitude d'éveil patriotique qui transparait dans le dialogue franc et le rapprochement intercommunautaire, l'acceptation mutuelle circonstancielle, les initiatives entrepreneuriales communes, le plaidoyer récurrent des acteurs du Nord-Kivu, dont les femmes leaders et les jeunes, et le dialogue permanent entre les dirigeants.

Cependant, la persistance de la dégradation de la situation socio sécuritaire impose des solutions innovantes pour le rétablissement de la paix à travers plusieurs mécanismes dont la redynamisation des cadres permanents de concertation existants ou à créer, l'ouverture d'opportunités régionales aux acteurs locaux ou la régionalisation de l'expertise locale.



Défis et Opportunités pour une paix durable dans la Région des Grands Lacs

Points de vue des populations du Kivu montagneux



Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

**Défis et Opportunités pour une paix
durable dans la Région des Grands Lacs
Points de vue des populations du Kivu montagneux**

Par Prosper Hamuli Birali

Fissures, Octobre 2023

Les Éditions de Pole Institute

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à l'Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et d'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.) ;
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée ;
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques ;
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Fissures

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo
Rédacteur en chef : Nene Morisho Mwana Biningo

Comité de rédaction : - Nene Morisho Mwana Biningo
- Jean-Pierre Kabirigi
- Innocent Mpoze
- Eugène Lubula

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 28 44 352
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr

© Les Éditions de Pole Institute, 2024

ISBN : 978-2-493862-42-6 EAN : 9782493862426

Numéro de Dépôt Légal : 04.04.20.24.6

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Table des matières

Acronymes utilisés	5
Nos remerciements	6
Résumé Exécutif.....	7
0. Introduction	9
0.1. Contexte de l'étude.....	9
0.2. Objectifs de l'étude.....	10
0.3. Démarche méthodologique et structure de l'étude.....	11
1. Des « Situation-Limite », inacceptables, à gérer	15
1.1. La conflictualité répétitive.....	17
1.2. La contradiction entre l'intérêt général et les violences armées...	19
1.3. La présence de forces armées hétéroclites pour ramener la paix..	20
1.4. La pauvreté et la misère qui accentuent la vulnérabilité des populations congolaises.....	22
1.5. Principaux enjeux dans le conflit actuel et pistes d'action pour leur transformation.....	23
2. Dits et non-dits autour de la dégradation de la situation socio-sécuritaire dans l'Est de la RDC selon des échanges entre leaders locaux	33
2.1. Causes profondes et incompatibilités du conflit	36
2.2. Analyse de la violence structurelle en présence	40
3. Bonnes pratiques de paix, solutions innovantes et exploitation des opportunités à leur mise en œuvre pour redresser une situation socio- sécuritaire qui se dégrade	46
3.1. Des gestes favorisant un vivre ensemble apaisé	46
3.2. Des contacts utilitaires pour une cohabitation pacifique transfrontalière.....	47
3.3. Atouts entre les mains des Organisations régionales pour la paix dans les Grands Lacs.	48
3.4. Innover pour la paix dans les Grands Lacs	48
3.5. L'initiative "Maison de la Femme" à Goma : les femmes peuvent innover pour la paix.....	50
3.6. A propos des opportunités d'exploiter les pistes d'action identifiées.	51
4. Les recommandations issues de cette étude.....	52
5. En guise de conclusion	55
Annexes	61
1. Liste bibliographique :	61

2. Termes de référence d'une publication "fissures" ou "dossier" sur la situation socio sécuritaire à l'Est de la RD Congo.	64
3. Atelier sur la situation socio sécuritaire à l'Est de la RD Congo.	66
« Défis et Opportunités pour une paix durable dans la Région des Grands lacs Africains. »	66
4. Termes de référence de la rencontre de revisitation et priorisation des recommandations de l'atelier sur la situation socio sécuritaire a l'est de la RD Congo.....	73
5. Guide d'entretien pour les entretiens complémentaires a l'atelier sur le contexte socio sécuritaire a l'est de la RD Congo.	76
6. Questions des travaux en carrefours.....	77
7. Fiche d'évaluation	77

Acronymes utilisés

ADF	: Allied Democratic Forces
AVEC	: Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
CEEAC	: Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale
CENCO	: Conférence Episcopale Nationale du Congo
CEPGL	: Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CIRGL	: Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
DRC	: Democratic Republic of Congo
EAC	: East African Community
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
FDLR	: Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
GA	: Groupe Armé
HCR	: Haut-Commissariat aux Réfugiés
ISDR	: Institut Supérieur de Développement Rural
M23	: Mouvement du 23 Mars
MONUSCO	: Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo
Nbr	: Nombre
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
RDB	: Rwanda Development Board
RDC	: République Démocratique du Congo
ONU	: Organisation des Nations Unies
SADC	: Southern African Development Community
P-DDRC-S	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion Communautaire et Stabilisation.
ULK	: Université Libre de Kigali
VDP	: Volontaires pour la Défense de la Patrie

Nos remerciements

Les résultats de la présente recherche populaire sont les fruits d'une convergence d'intérêts de personnes aussi diverses que déterminées à porter à la conscience les points de vue de ceux qui vivent les affres des guerres à répétition à l'Est de la RD Congo. C'est pour cela qu'il faut remercier en premier celui qui a donné une impulsion décisive à cette recherche en la personne du Coordinateur de Pole Institute. Son souci de rendre visibles les souffrances cachées et de donner la parole aux "sans voix" a débouché sur la décision d'impliquer l'Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs dans l'appui à la recherche d'outils de plaidoyer et de pistes de travail impliquant ceux qui vivent le problème.

Pendant toute la période de la recherche, Léopold Rutinagirwa Muliro est intervenu comme Coordinateur a.i de Pole Institute. Les professeurs Eugène Mumbere Lubula et Phidias A. Senge-Milembe, chercheurs, se sont impliqués dans les aspects conceptuels et méthodologiques, l'un comme directeur de recherche et l'autre comme directeur de capacitation. Mme Josépha Uwingabe Kalubi a été très présente dans les aspects logistiques et financiers (comme responsable du Programme PPLM). La collecte des données a été appuyée par le chercheur Minane Mpore Gloire de Pole Institute.

Sans eux et leur dévouement, cette recherche ne serait jamais arrivée à son terme.

Tous ceux qui ont courageusement accepté d'exposer, de répondre aux questions individuellement ou en groupe ou alors en ligne ou de prendre part à un atelier dans une recherche sur une question sensible, qu'ils trouvent ici l'expression de notre gratitude.

Dieu fasse qu'un jour toutes, tous, chacune et chacun qui ont facilité cette recherche de façon visible ou moins manifeste voient le couronnement de leurs efforts dans la publication des résultats de la recherche et leur utilisation dans diverses pistes de travail pour que l'Est de la RDC redevienne ce havre de paix où il fait bon vivre.

Encore une fois MERCI !!

Résumé Exécutif

L'écoute active des populations congolaises exposées de façon prolongées à des guerres à répétition et à des violences multiformes révèle que : « *depuis plusieurs décennies, les Congolais vivent une crise profonde dans tous les aspects de la gouvernance sécuritaire, minière, politique, économique et sociale aggravée par le pillage des ressources humaines et économiques utilisé pour créer un chaos programmé en vue de favoriser l'accès à vil prix aux ressources naturelles de la RDC.* »

Pour comprendre la situation socio-sécuritaire qui se dégrade dans l'Est de la RDC, la recherche a réuni des leaders locaux dans un atelier, complété plus tard par les entretiens réalisés, mais qui a permis d'identifier comme principaux :

✚ Goulots d'étranglement :

- Le poids du contexte de violences ;
- Le marasme économique en RDC ;
- L'incidence des choix politiques sur la cohésion sociale.

✚ Leviers pour le changement :

- L'adhésion populaire à l'unité et à l'intégrité nationales ;
- La constance du plaidoyer des femmes et des jeunes ;
- La poursuite des échanges socio-économiques transfrontaliers par les populations ;
- La mutualisation possible des intelligences et expertises dans les Grands Lacs.

A la fin, l'ensemble de la recherche populaire menée a fait ressortir, dans le narratif des populations du Kivu montagneux, comme sources des tensions, des violations des droits de l'homme et des pillage des ressources naturelles, les facteurs suivants : instabilité politique, effondrement du tissu social et économique ainsi que les effets mêmes de ces guerres à répétition qui amènent des violations du droit international humanitaire et des crimes de guerre commis par ceux-là

même qui affirment sauver des populations qu'ils tuent en recourant à la guerre comme moyen de revendication.

Toutefois, le désordre se nourrit de l'absence d'un Etat fort doté d'institutions fortes, indépendantes, opérationnelles et capables de créer un cadre macro-économique favorable à la croissance.

Une série de bonnes pratiques de paix a permis à la population victime d'être résiliente à travers une attitude d'éveil patriotique qui transparait dans le dialogue franc et le rapprochement intercommunautaire, l'acceptation mutuelle circonstancielle, les initiatives entrepreneuriales communes, le plaidoyer récurrent des acteurs du Nord-Kivu, dont les femmes leaders et les jeunes, et le dialogue permanent entre les dirigeants.

Cependant, la persistance de la dégradation de la situation socio sécuritaire impose des solutions innovantes pour le rétablissement de la paix à travers plusieurs mécanismes dont la redynamisation des cadres permanents de concertation existants ou à créer, l'ouverture d'opportunités régionales aux acteurs locaux ou la régionalisation de l'expertise locale.

0. Introduction

0.1. Contexte de l'étude

Quel est le problème au centre du contexte à l'Est de la RD Congo pour qu'il soit intéressant d'y consacrer une étude ? Pourquoi une étude de plus sur la sécurité à l'Est de la RDC ? Quelle est son originalité par rapport aux études préexistantes ? De quel narratif mobilisateur disposent les populations du Kivu montagneux sur leur situation ? Comment le faire valoir ? Dans la partie Est de la RD Congo, la situation est catastrophique. La violence a atteint des dimensions inquiétantes. Morts et déplacés internes se comptent par millions et les réfugiés par centaines de milliers. Le décompte des dégâts matériels s'est arrêté tant les destructions sont banalisées. Cette banalisation des dégâts et de la mort est inacceptable. En effet, « *depuis plusieurs décennies, la région des Grands-Lacs défraye la chronique en matière des conflits récurrents et devenus presque incurables. Cette région vit un cycle infernal des conflits et violences et connaît des dynamiques qui menacent son intégrité, sa stabilité et son développement socio-économique* ». ¹

En 2004, les Chef d'Etats membres des pays de la CIRGL se sont déclarés « *profondément préoccupés par les conflits endémiques et la persistance de l'insécurité provoqués ou aggravés, entre autres, par la stagnation économique et l'aggravation de la pauvreté, la méfiance et la suspicion entre Gouvernements, les violations massives des droits de l'homme et autres politiques d'exclusion et de marginalisation, les disparités entre les sexes, le recours à la violence pour la conquête ou la conservation du pouvoir, l'impunité des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre, le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, la prolifération des Groupes armés,*

¹ Extrait de l'exposé du Professeur Augustin Kahindo Muhesi, intitulé : "Extension régionale des conflits internes dans les pays des Grands Lacs et résilience sociale des populations victimes". Atelier organisé à Goma les 09 et 10 Mars par Pole Institute.

de la criminalité organisée et l'exploitation illégale des ressources naturelles. »²

Depuis lors, les violences armées ne s'arrêtent pas aux Kivus et en Ituri dans l'Est de RD Congo faisant de ceux qui les vivent les premiers experts de leur sort. Cette conviction a incité Pole Institute, Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs, à accompagner des acteurs politiques et de la société civile engagés dans un processus d'écoute active mutuelle. Il s'est agi, pour commencer un processus de consignation du narratif local sur cette situation, de recueillir, au cours d'un atelier de deux jours, leurs perceptions de la crise socio-sécuritaire prévalant encore dans l'Est de la RDC et leurs propositions de solutions pour une paix durable dans la région.

L'objectif principal de cet atelier-là était de laisser parler les acteurs engagés dans la société sur leurs perceptions de la crise actuelle et les solutions appropriées et réalistes, d'après eux, pour une paix durable dans la région en vue de donner des arguments à des décideurs et à une masse critique capable de prendre position en faveur de la paix et influencer le changement dans la région des Grands Lacs. Des entretiens complémentaires ultérieurs ont permis de faire un tour complet de la question de l'insécurité dans l'Est de la RD Congo.

0.2. Objectifs de l'étude

L'Est de la RD Congo est devenu le ventre mou du pays à cause de l'insécurité chronique qui y règne. « *Comment les populations du Kivu montagneux nomment-elles la situation qu'elles vivent ? Quelles solutions pour une paix durable dans leur région proposent-elles et sont-elles prêtes à porter ?* » C'est sur cette question que Pole Institute a décidé d'appuyer le consultant qui a réalisé la présente recherche populaire. De ce fait, pour apporter un plus et faire la différence,

² Extrait du préambule de la DECLARATION DE DAR-ES-SALAM SUR LA PAIX, LA SECURITE, LA DEMOCRATIE ET LE DEVELOPPEMENT DANS LA REGION DES GRANDS LACS, signée lors du 1^{er} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CIRGL tenu à Dar Es Salam du 19 au 20 Novembre 2004

l'objectif principal de cette publication est, face à un narratif extérieur puissant sur la situation dans l'Est de la RDC, contribuer à l'émergence d'un narratif mobilisateur local en vue « *d'amplifier les voix et analyses des acteurs engagés dans la société sur leurs perceptions de la crise actuelle et les solutions appropriées et réalistes pour une paix durable dans l'Est de la RDC en vue de donner des arguments à des décideurs et à une masse critique capable de prendre position en faveur de la paix et influencer le changement dans la région des Grands Lacs.* »

0.3. Démarche méthodologique et structure de l'étude.

Face à un conflit qui éclate dans une région du monde, lire l'actualité, c'est chercher les causes, les classer et les insérer dans une problématique. Sur la voie de l'exploitation d'une approche qualitative pour comprendre la situation socio-sécuritaire qui se dégrade dans l'Est de la RDC, cette étude est le fruit d'une recherche populaire qui transparait dans l'organisation de la prise de parole d'un microcosme social du Kivu montagnoux, image même de la société congolaise dans sa diversité. Ce qui lui permet de dégager des tendances de fond sorties des clés de lecture des populations victimes des conflits. C'est pourquoi, pour arriver à sa production, il a fallu commencer par une réflexion et un échange d'expériences en atelier pour une écoute active de ceux qui vivent le problème. C'est cet atelier qui a confirmé que le problème de fond est que l'insécurité à l'Est de la RD Congo est alimentée par un engrenage complexe mêlant géopolitique, rivalités ethniques et nationales et une bataille pour le contrôle des ressources naturelles qui abondent dans cette partie de la République.

Cette vision globale du problème a été complétée par des entretiens individuels (interviews) en présentiel et en ligne pour saisir les opinions de figures significatives et des entretiens en groupes (focus group discussion) pour relever encore plus le niveau du débat sur la crise. Les résultats de ces entretiens ont alimenté les échanges réguliers entre chercheurs pour dégager l'originalité du travail.

Les rapports de ces résultats ont fourni la base des analyses faites en se référant à la **“théorisation ancrée”** avec ses six étapes (codification, catégorisation, mise en relation, intégration, modélisation et théorisation).

Toutefois, pour avoir le rapport de recherche, il a fallu définir une démarche opérationnelle réaliste permettant de prendre en compte les exigences de la pertinence des données retenues pour atteindre l’objectif de l’étude. Ce qui a débouché sur le cheminement suivant :

- a) Qu’est-ce qu’on veut déterminer en termes d’objectifs, hypothèses ou questionnement ?
- b) Quelles sont les données disponibles ?
- c) Comment les a-t-on récoltées ?
- d) Vérifier dans les données disponibles la présence d’éléments préalablement ciblés pour être déterminés.
- e) Rechercher de nouveaux éléments éventuels susceptibles d’orienter la recherche.

C’est pourquoi, en terme d’extraits, la présente étude a pu présenter les opinions lues et entendues après les avoir saisies suivant des ressources offertes par la **“théorisation ancrée”**, notamment à travers l’enregistrement des convergences et des divergences sur les questions ressorties des entretiens.

D’un autre côté, dans son effort de compréhension de l’univers social environnant selon une approche qualitative, cette étude, menée dans le cadre d’une recherche populaire, *celle qui établit des tendances issues des positions les plus populaires*, a assumé la subjectivité des perceptions des contributeurs invités parmi les décideurs, les membres des Organisations de la Société Civile et les leaders et membres des communautés selon la distribution que montrent les 2 tableaux suivants :

Tableau 1. Répartition, selon le sexe et l'âge, des personnes à qui l'étude a donné la parole.

Sexe et Age	nbr	%ge
Hommes adultes	32	35,9
Femmes adultes	34	38,2
Hommes jeunes	13	14,6
Femmes jeunes	10	11,3
Total :	89	100%

Commentaire : Suite à un procédé d'identification à partir du carnet d'adresse des chercheurs, la proportion des femmes qui ont participé a atteint 49,5%, soit, de façon nette, plus que les 40% de participation féminine souhaitée. Ce qui fait que l'audience n'était masculine qu'à 50,5%. Cela signifie qu'il y a eu un équilibre entre les opinions et perceptions des hommes et des femmes dans cette étude. Et pourtant, dans le cas de l'atelier organisé, les 4 intervenants finalement retenus pour des exposés incitatifs étaient tous des hommes. Et aussi, l'étude s'est tout de même mise à l'écoute de 26,9% de jeunes. En définitive, le narratif diffusé par l'étude est celui des adultes. Et donc, finalement, l'étude a pu recueillir les opinions et perceptions des gouvernés en état de participer à la vie citoyenne de la Nation et dont la génération est la même que celle des gouvernants qui pourtant ne les consultent pas au moment d'engager la Province ou la Nation.

Tableau 2. Répartition, selon la catégorie et la fonction, des personnes à qui l'étude a donné la parole.

Catégorie	nbr	%ge
Preneurs des décisions	09	10,1
Acteurs de la Société Civile	53	59,6
Membres des communautés	20	22,4
Chercheurs académiques	07	7,9
Total :	89	100%

Commentaire : De mars à juin 2023, cette étude a donné la parole à un échantillon non stratifié de **89 personnes**, obtenu suivant la désignation des participants par la commission de pilotage de la recherche, dont 28 acteurs réunis en atelier à Goma, 37 acteurs s'exprimant en focus group à Goma et 8 à Bukavu et aussi à 9 autres rencontrés individuellement à Goma ainsi que 7

interrogés en ligne en exploitation du guide d'entretien ad hoc. 10,1 % étaient des gouvernants, 59,6 % des acteurs de la Société Civile et 7,9 % des chercheurs académiques ainsi que 22,4 % des membres des communautés. Le profil retenu pour avoir la parole dans le cadre de cette étude tenait compte des critères suivants : Influenceur dans la société, Analyste reconnu, Leader local, Figure connue dans l'une des catégories suivantes : Société civile, Mouvement citoyen, groupe de pression, Association féminine, Université, Institution provinciale (ministre, député), Cadre de la territoriale (nouvellement nommé), Coopérative du commerce transfrontalier, Opérateur culturel (Eglise), Leader communautaire, Corporation des motards, Journaliste déplacé de guerre, membre de l'Administration de camps des déplacés (Kanyaruchinya, Bulengo).

De ce fait, les opinions recueillies sont bel et bien celles de la communauté congolaise du Kivu montagneux dans sa diversité. Cependant, si nous prenons les acteurs civils et les membres des communautés ensemble, soit 82% des répondants, nous nous rendons compte que la recherche est allée plutôt vers les administrés que vers les gouvernants. C'est pourquoi, loin de transmettre les directives et orientations des autorités, la recherche met plutôt à nu les plaintes et réclamations des populations gouvernées.

Enfin, la présente production, qui a pour ambition, entre autres, d'être un outil de plaidoyer pour éclairer la compréhension de divers acteurs, dont des décideurs à tous les niveaux, et contribuer ainsi à influencer sur la baisse de la conflictualité dans les Grands Lacs africains, est structurée en quatre points.

Juste après l'introduction, le premier chapitre présente la narration de ce que vivent les populations du Kivu montagneux en reprenant ce qu'elles trouvent insupportable dans leur situation.

Ensuite, le chapitre deux se concentre sur l'analyse de la violence et des causes du conflit.

Le chapitre trois, quant à lui, présente les pratiques qui ont permis à la vie de continuer dans ce contexte difficile qui exige d'innover pour en sortir.

Enfin, juste avant la conclusion, le dernier chapitre expose toutes les recommandations recueillies par cette étude.

1. Des « Situation-Limite », inacceptables, à gérer

La situation vécue dans l'Est de la RDC est une situation-limite dans la mesure où elle est très dure, insupportable et paraît interminable comme si quelqu'un voulait créer une crise sans fin. Ce qui la rend difficile à vivre. Au risque d'exploser, la population victime se réfugie dans une résignation facilement confondue avec la résilience.

Et malgré cela, cette population meurtrie n'a pas voix au chapitre pour parler de ses malheurs et être écoutée. Les intervenants sur l'insécurité à l'Est de la RDC, qui déploient des moyens colossaux pour être visibles, sont extérieurs au pays. Ce qui marque fortement l'imaginaire collectif, transparait dans le narratif sur la question et rend inaudible le narratif local quand il existe. En effet, les puissantes chaînes des médias qui couvrent leur passage véhiculent une très puissante narration sur les événements dans la zone visitée par les hautes personnalités de la communauté internationale. On voit alors que le déploiement des solutions onéreuses de la communauté internationale, comme l'armée onusienne MONUSCO ou l'aide humanitaire de la Communauté Internationale, contraste avec les préoccupations des responsables locaux.

D'où la question : en appui à l'obligation qui incombe à l'Etat d'imposer la sécurisation collective sur toute l'étendue du territoire congolais, à quelles conditions des acteurs civils, confrontés aux violences armées dans leurs zones d'intervention, peuvent-ils faire face aux défis relatifs à la quête de la paix en RDC, au moins à travers un narratif local mobilisateur sur la question ?

Tout commence par l'expression de l'exaspération populaire due au fait :

- d'être pauvres dans un pays scandaleusement riche à cause de la mauvaise gouvernance ;

- d’être misérables parce que depuis toujours leur pays est dépouillé par les multinationales ;
- des conséquences des multiples interventions militaires responsables des millions de morts depuis des décennies et qui continuent en toute impunité.

Dans le cadre de cette étude, face au très puissant narratif extérieur, le narratif local organisé sur cette question a commencé avec une réflexion en atelier³ qui a été productive d’une analyse approfondie du contexte actuel et a mis en évidence trois points essentiels à savoir : premièrement, un regard en amont sur les bonnes pratiques et les aspects de résilience qui ont jusque-là fait tenir les populations du Nord-Kivu engluées dans un contexte permanent de guerre sans qu’elles n’aient baissé les bras. Et ensuite, une réflexion en aval sur les opportunités à saisir ainsi que les innovations qui devraient être mises en place en vue de répondre efficacement au contexte tel que celui qui prévaut actuellement dans l’Est de la RDC. Enfin, une suggestion d’initiatives et stratégies innovantes pour la construction d’une cohabitation pacifique et d’une paix durable.

En effet, dès que les acteurs locaux en ont eu l’occasion, il est encourageant de noter qu’invités à *nommer* la situation socio-sécuritaire qui les oppressent, les participants à l’atelier précité aient soutenu que : **« depuis plusieurs décennies, les Congolais vivent une crise profonde dans tous les aspects de la gouvernance sécuritaire, minière, politique, économique et sociale aggravée par le pillage des ressources humaines et économiques utilisé pour créer un chaos programmé en vue de favoriser l’accès à vil prix aux ressources naturelles de la RDC. »**

³ A l’initiative de Pole Institute, des leaders locaux, acteurs civils et politiques du Nord-Kivu, ont été conviés à deux jours d’atelier sur la situation socio-sécuritaire à l’Est de la RD Congo : ‘défis et opportunités pour une paix durable dans la Région des Grands Lacs’, atelier d’analyse et de réflexion tenu à Goma les 09 et 10 Mars 2023.

Et de fait, la parole des habitants du Kivu montagneux, récoltée dans le cadre de cette étude, rencontre-t-elle la lecture qui met dans l’imaginaire collectif que la crise à l’Est de la RDC est une affaire de la communauté internationale occupée à tenter de régler les conflits d’intérêt entre acteurs de la finance internationale qui appuient, même en douce, des troubles pour accéder à vil prix aux ressources congolaises ? Les visites officielles du Pape, du Roi des Belges ou des Présidents français et suisse ainsi que du procureur général de la Cour Pénale Internationale en RD Congo accèdent cette clé de lecture à cause des grands moyens de communication qui assurent la couverture médiatique de leurs voyages officiels en RDC.

Or, à partir des voix locales, la présente étude dégage au moins six tendances explicatives de ce qui est humainement inacceptable. Ces tendances sont fournies par les franges les plus importantes des perceptions révélées par l’expression des acteurs consultés, recueillie en atelier et complétée par des entretiens individuels, en groupes et en ligne et aussi par la lecture de l’actualité dans les médias.

1.1. La conflictualité répétitive

Dans la situation socio sécuritaire qui prévaut dans l’Est de la RDC, telle que lue par les populations du Kivu montagneux, ce qui est une “situation – limite”, insupportable, c’est d’abord la conflictualité répétitive qui alimente des suspicions et des tensions entre groupes humains transfrontaliers et qui amène les pays des Grands Lacs à s’enliser dans des conflits armés dont les effets dramatiques sont concentrés à l’Est de la RDC dans une sorte de “chaos programmé”.

Dans un contexte où toute forme de violence, de violation des droits de l’homme, de pillage des ressources naturelles et d’instabilité politique sont inacceptables, la situation est aggravée par l’effondrement du tissu social et économique suite à ces guerres à répétition. Ce qui fait que des violations du droit international humanitaire et des crimes de guerre sont commis par des personnes qui affirment pourtant venir voler au

secours des populations qu'elles tuent en recourant à la guerre comme moyen de revendication.

C'est pourquoi l'arrêt ou le ralentissement du développement de la RDC fait suite entre autres à la persistance des effets de la guerre sur des populations innocentes qui connaissent les affres des violences sans fin. Ce cercle vicieux est ainsi alimenté par l'échec successif des différentes phases de la démobilisation des civils associés aux groupes armés. Ce qui a un effet dévastateur sur la cohabitation pacifique entre les populations. Dans tous les cas, il était difficile d'arriver à des résultats différents de ceux-là lorsque des promesses mirobolantes créaient des attentes élevées chez les personnes à démobiliser. Un participant à l'atelier des 09 et 10 mars 2023 relève le cas de la complaisance observée dans les opérations de dotation de kits de sortie aux démobilisés : *« On pouvait voir par exemple, deux personnes provenant de zones géographiquement différentes recevoir une moto à exploiter ensemble pour vivre. »* Intervenant dans la discussion sur l'issue inéluctable de la persistance de l'insécurité, l'un de ceux qui ont exposé répond : *« Il me semble pratiquement impossible qu'une rébellion prospère et persiste dans une zone sans une certaine complicité ou collaboration des autorités locales et des populations. »* Ce à quoi réagit un participant qui défend cette attitude comme une stratégie de survie d'une population qui se sent abandonnée par les services habilités pour sa sécurité. *« L'ANR se comporte comme si elle était l'ennemi des populations juste pour vivre sur leur dos. L'armée ne se démarque pas du mauvais comportement des groupes armés en rupture avec la loi. Ce qui fait que la population est poussée à bout par le manque de recours pour sa tranquillité. La confiance dans les services de défense et de sécurité s'effrite au fur et à mesure que la population est réduite à se débrouiller jusqu'à négocier un modus vivendi avec ses bourreaux pour survivre. Tantôt c'est une portion des récoltes qu'il faut offrir. Tantôt, il faut s'acquitter d'une "taxe de résidence" en contrepartie de la sécurité ou payer un "droit de payage-route" pour accéder aux champs. »*

Mais aussi, les réseaux sociaux sont utilisés pour attiser les conflits en créant des images d'ennemis. En effet, il faut tirer la sonnette d'alarme sur la prolifération dans l'opinion des messages de haine, des menaces et des manipulations. Cette attitude fait le lit des violences. Malheureusement, au lieu de désamorcer l'engrenage, la passivité des opérateurs, surtout politiques, en position de responsabilité, mais qui s'évertuent à accuser des boucs émissaires pour se dédouaner de leurs échecs, rend intolérables les dialogues devenus un éternel recommencement du cercle vicieux conflit – dialogue – conflit. C'est ainsi qu'à Kitshanga, interrogés sur leurs besoins, les participants invités à la préparation d'un cycle de dialogues sur les conflits dans cette région, ont pu dire aux organisateurs : « *Est-ce que les dialogues se mangent ? Apportez-nous plutôt des semences et des projets d'ouverture de routes de desserte agricole !* »

1.2. La contradiction entre l'intérêt général et les violences armées

Il faut noter que les motivations aux violences armées sont éloignées de l'intérêt général des populations du fait que les protagonistes sont plutôt à la recherche de l'avoir, du pouvoir et de la gloire. Quand un camp réclame le respect des "accords", l'autre défend des "privilèges" et les deux piétinent la vie humaine en banalisant la mort et le dénuement des villageois déplacés de leur habitat et de leurs champs, sans émotion ni sensibilité au mal fait à l'autre supposé pourtant être un concitoyen. C'est le cas de « *La concurrence violente entre acteurs armés externes et internes pour les revenus et les terres. Celle-ci entraîne des grands gains dépendants du contrôle militaire pour les FARDC, les groupes armés congolais et leurs alliés politiques, de même il y a de grands gains pour des acteurs économiques et politiques rwandais et ougandais, pour appuyer des groupes armés interposés dans le contrôle de territoire pour maintenir les revenus.* (Mahony, *Op. Cit.* p.12.)⁴

⁴ Cité par le professeur Déogratias Cimerhe Munguankonkwa dans son exposé.

1.3. La présence de forces armées hétéroclites pour ramener la paix

Un véritable kaléidoscope de forces armées pour la sous-traitance de la sécurité de la RDC apporte son lot de confusion. Malheureusement, contrairement au mandat offensif souhaité par le Président de la RDC, les Etats contributeurs de troupes de l'EAC pour la paix à l'Est de la RDC apportent l'interposition et le maintien de la paix. Et aussi, comment réussir la coordination de forces aussi hétéroclites ? « *Vous avez les troupes de l'EAC avec les Kényans, Burundais, avec les Ougandais, les troupes de la Monusco, nos propres forces nationales et bientôt la SADC ça c'est sur le plan militaire. Sur le plan politique et diplomatique vous avez l'Union Africaine, les Nations Unies, trop de cuisiniers gâtent la sauce surtout si on ne sait pas qui fait quoi et qui ne fait pas quoi. Nous sommes à l'approche des élections, tout cela doit être clarifié. Nous allons poser le problème de la coordination* »⁵ a déclaré à la presse le VPM, ministre des Affaires Étrangères de la RDC, Christophe Lutundula. En plus, le comportement plutôt neutre des soldats EAC sur le terrain donne des arguments à ceux qui trouvent des similitudes entre le mandat stérile d'observation de la Monusco et celui des forces de l'EAC qui se contentent d'observer et de s'interposer. Voilà pourtant sur qui se repose la RDC pour sa sécurité. « *Quel qu'opportune que soit cette dépendance, elle s'érige en une pathologie qui, à terme, peut être fatale pour la République. En effet, cette dépendance est si éblouissante qu'elle risque de freiner l'impératif d'investir conséquemment dans la solidification de l'armée congolaise. Pourtant, une armée à même de disposer d'une logistique sophistiquée et dissuasive de tout groupe armé de quelque nature que ce soit et d'endiguer toute tentative de regain des rebellions défaites est indispensable aujourd'hui, plus que jamais, en RDC.* »⁶ Ce qui apporte

⁵ [Est de la RDC: Vous avez les troupes de l'EAC, de la Monusco, nos propres forces nationales et bientôt la SADC,... trop de cuisiniers gâtent la sauce \(Lutundula\) | Actualite.cd](#) Consulté le 17 juin 2023 à 17h11

⁶ "Face aux guerres interminables à l'Est de la République Démocratique du Congo, penser l'autonomie de la défense congolaise" Par : Muhamed-Fabien Abdoul-Masilya et Mumbere E. Lubula, in Regards croisés N° 40 Résurgence du

un argument à la position selon laquelle *“la sous-traitance sécuritaire ne produit rien”*. Il faut se rendre à l’évidence : la RDC serait mieux servie en gérant ses défis sécuritaires de manière autonome.

Au mois d’avril 2023, la RDC est la proie de plus de deux cents groupes armés, dont la plupart sont l’héritage des guerres régionales survenues trois décennies auparavant. En mai 2023, prise à la gorge par la rébellion du M23, la RDC compte sur 705 soldats sud-soudanais en train de se déployer, 500 soldats angolais annoncés bientôt *“pour vérifier comment les choses se passent”* malgré les mécanismes de vérification existants, 100 soldats burundais déployés sur l’axe Sake-Kirolirwe au Nord-Kivu et 600 autres en Territoire d’Uvira au Sud-Kivu, 900 soldats kenyans déployés à Goma pour contenir le M23 et 1700 soldats ougandais déployés depuis novembre 2021 pour lutter contre les ADF (Forces Démocratiques Alliées) au Nord-Kivu et en Ituri.

Et, comme si le risque d’affrontement entre ces armées pour régler leurs rivalités sur le sol congolais ne suffisait pas, le sommet des Chefs d’Etat des pays de la SADC, tenu à Windhoek, approuve le déploiement de la force de la Sadc en RDC. Selon son communiqué du 08 Mai 2023, *“Le sommet a approuvé le déploiement de la force de la Sadc dans le cadre de la force en attente de la Sadc comme pour soutenir la RDC afin de restaurer la paix et la sécurité à l’Est. Donc, c’est clair que la Sadc s’engage militairement sur le terrain et va déployer incessamment une force”*.⁷ L’interrogation irait au-delà de cette étude s’il fallait imaginer une internationalisation du conflit.

Dans tous les cas, les maux de l’Est de la RDC sont connus. Les autorités congolaises devraient proposer et soutenir des solutions allant

Mouvement du 23 mars : Quel avenir pour la Région des Grands Lacs africains ?
P.102

⁷ [Paix à l’Est : le sommet de Windhoek a approuvé le déploiement de la force de la Sadc en RDC | adiac-congo.com : toute l’actualité du Bassin du Congo](https://www.adiac-congo.com) Consulté le 25 Mai 2023 à 8h19

au-delà du simple déploiement de troupes, faute de quoi, les opérations militaires continueront de ne fournir, au mieux, que des avancées sans lendemains à un prix très lourd pour la population⁸.

Et puis, après sa visite en RDC, la voix du Pape François, autorité morale, politique et diplomatique reconnue sur toute la surface de la terre habitée, cette voix résonne encore dans son interpellation conscientisante : *«Ôtez vos mains de la RDC, ôtez vos mains de l'Afrique »*, a-t-il ainsi insisté en s'adressant *‘au monde économiquement plus avancé’*, un monde qui ferme *‘les yeux, les oreilles et la bouche’* devant le drame du pillage du sous-sol congolais. *Des paroles qui résonnent alors qu'une vaste économie souterraine s'est installée dans l'Est de la RDC où les groupes armés se partagent le territoire, activés dans l'ombre par les puissances voisines qui servent ensuite d'intermédiaire avec le reste du monde’*».⁹

1.4. La pauvreté et la misère qui accentuent la vulnérabilité des populations congolaises

Enfin, malgré ses immenses ressources naturelles, la RDC demeure l'un des pays les plus pauvres de la planète. Le nœud du problème c'est qu'en l'absence d'un Etat fort doté d'institutions fortes, indépendantes, opérationnelles et capables de créer un cadre macro-économique favorable à la croissance, c'est plutôt la gouvernance prédatrice qui est à la base du désordre sécuritaire, humanitaire et écologique que subit le pays. Autrement, il est difficile d'arriver à un modèle de base adapté pour le développement de la RDC. On peut penser que c'est pour compenser cela que la RDC a adhéré à l'EAC en minimisant les effets de la perte de son autonomie pour bénéficier de ce que prône l'EAC : un marché commun, une économie intégrée et la libre circulation des

⁸ Au fait, au-delà des réalités socio-politiques et géopolitiques qui entourent l'instabilité dans l'Est de la RDC, y aurait-il moyen de restaurer la Paix et la sécurité dans cette partie du Pays sans faire recours à des forces armées étrangères ?

⁹ [« Ôtez vos mains de la RDC, ôtez vos mains de l'Afrique ! » : l'appel du pape à Kinshasa \(famillechretienne.fr\)](https://www.famillechretienne.fr) publié le 1^{er} février 2023. Consulté le 15/03/2023 à 11h57

personnes. Dans l'entretemps, sous l'afflux d'investissements extérieurs, l'économie locale en RDC est en train d'être asphyxiée par la confiscation économique opérée par des expatriés qui s'emparent de l'économie de base rendant la crise sociale inévitable.

1.5. Principaux enjeux dans le conflit actuel et pistes d'action pour leur transformation

Pour le conflit, à l'analyse, les enjeux majeurs de géopolitique régionale, d'accès aux ressources minières ou de trop plein des populations n'apparaissent pas à première vue. L'évidence qui s'impose est que la situation socio-sécuritaire à l'est de la RDC est toujours fragile et volatile. Toutefois, il paraît important de tirer de l'expression de ceux qui se sont exprimé les deux enjeux majeurs suivants :

a) Enjeu économique :

Depuis trop longtemps, la région a été le théâtre d'un conflit complexe marqué par des affrontements entre l'armée congolaise et divers groupes armés qui se battent pour le contrôle des ressources naturelles riches de la région, notamment l'or, l'étain, le niobium, le tungstène, et le coltan. Par ailleurs, depuis trois décennies, la RDC est victime d'agressions extérieures qui cachent mal une balkanisation déguisée pour continuer à piller ses richesses. En fait, les violences armées qui ont cours actuellement en RDC sont le résultat d'une collusion entre prédateurs internes et externes qui pillent les ressources naturelles du pays en profitant de la déliquescence de la gouvernance du pays. En maintenant une situation de jungle par la récurrence des conflits, ils créent des conditions pour bénéficier indûment des ressources qui auraient pu sortir les populations congolaises d'une vie de dénuement.

b) Enjeu de la légalité des voies de revendication :

Ainsi donc, l'un des enjeux majeurs des conflits dans les Grands Lacs réside dans la volonté de résister ou de décourager le recours aux moyens illégaux et criminels pour revendiquer les droits et/ou pour accéder aux biens et services dans l'espace frontalier notamment : les ressources naturelles, la terre et l'identité.

Au final, les enjeux derrière les affrontements armés qui ravagent l'Est de la RDC sont multiples et complexes et impliquent des facteurs économiques, politiques, diplomatiques et humanitaires à différents niveaux.

Au niveau national, le conflit est lié aux faiblesses de la gouvernance et à la mauvaise répartition des pouvoirs qui provoquent des revendications sur la décentralisation du pouvoir et la répartition équitable des ressources. En effet, derrière les violences armées se cache curieusement une exploitation éhontée du pays par son élite suite à l'effondrement de l'éthique dans la gouvernance du pays.

Au niveau régional, le grand Est de la RDC est une région riche en minerais telles que le coltan, l'or, le cuivre, le cobalt et le diamant. Comme les groupes armés les exploitent pour financer la guerre, par conséquent, le contrôle des ressources naturelles de la région est un enjeu clé du conflit.

Au niveau international, la recherche des terres comme déversoir du trop-plein des populations des pays surpeuplés et l'accès à des ressources stratégiques pour la transition énergétique dans le monde font que les immenses richesses de la RDC deviennent un danger sécuritaire pour les populations congolaises. Certains pays voisins de la RDC acceptent d'être les commissionnaires de l'accès à ces ressources par la violence en profitant de la faible gouvernance de la RDC pour infiltrer tous les services et niveaux de l'Etat tout en entretenant des groupes armés hostiles au gouvernement en place comme moyens de pression sur les dirigeants.

Sera-t-il possible un jour de contenir les dérives territoriales expansionnistes des voisins de la RDC et de faire évoluer la notion de frontières pour arriver à faire tomber les frontières psychologiques dans les Grands Lacs ? C'est pourtant la condition pour instaurer une société juste, démocratique et soucieuse du bien-être social des populations de cette région !!

Dans le même ordre d'idées, la stratégie de l'EAC pour la fin des conflits en RDC est difficile à lire pour des populations victimes de l'avancée des rebelles sous l'œil impassible des soldats de l'EAC supposés mettre fin aux violences. D'ailleurs, à la question "Y croyez-vous personnellement" ? 91,3% des répondants ont dit : "Je n'y crois pas". « *Les forces de l'EAC sont une indication de la tendance à soustraire la sécurité de la RDC même si le pays a le droit de conclure des accords militaires. Cependant, les armées étrangères ne peuvent venir qu'en appui à l'armée nationale et non le contraire. C'est aussi une stratégie de présence sur le théâtre des enjeux en vue de défendre les intérêts des pays contributeurs de troupes qui sont différents de ceux du pays d'accueil. Sinon, on ne comprendrait pas autrement que les rebelles cèdent des territoires à une force EAC et en interdisent l'accès aux soldats FARDC* »¹⁰

Comment stopper les violences armées commises par des rebelles sans les combattre au front alors même que la volonté affirmée est d'aider la RDC à mettre fin à la rébellion ? La bonne foi ne se présume pas. Elle transparait à travers des résultats. Et pourtant, « *auparavant, l'EAC (Communauté d'Afrique de l'Est) a joué un rôle important dans la résolution de la crise dans l'Est de la RDC due à la rébellion du M23 en facilitant le dialogue entre le gouvernement congolais et le M23. Ce qui a conduit à la signature à Addis-Abeba de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs en 2013.* »¹¹ Cependant, l'efficacité de l'Accord-cadre et de la stratégie de l'EAC dépend largement de la volonté politique des acteurs impliqués dans le conflit, y compris le gouvernement congolais, les groupes armés et les pays voisins de la RDC. Toutefois, quelle que soit la stratégie envisagée par l'EAC pour juguler cette crise, cette stratégie est vouée à l'échec car la résolution de ce conflit revient d'abord aux Congolais eux-mêmes et pas à l'intervention des autres pays. En effet, la stratégie de victimisation à outrance que véhiculent toutes les plaintes déposées à gauche et à droite par la RDC renvoie dans l'imaginaire

¹⁰ Focus Group hétérogène du 16 Juin 2023

¹¹ Focus Group hétérogène du 16 Juin 2023

collectif l'image d'un pays plutôt non géré où les gouvernants ne font pas face à leurs responsabilités.

Et puis, faire appel aux "Wazalendo", ces "patriotes résistants" qui n'ont pas pour vocation de remplacer l'armée nationale, c'est montrer qu'on est vraiment à bout de ressources en tant qu'Etat.

Toutefois, au fil du temps, la RDC a mis en place plusieurs stratégies pour juguler la crise socio-sécuritaire dans l'Est du pays, telles que le dialogue, la répression militaire, la réinsertion des combattants rebelles, ainsi que l'implication de la communauté internationale. Pour la réinsertion des combattants rebelles, des grades militaires et des postes dans l'administration publiques ainsi que des places en politiques ont coexisté à côté d'incitations aux combattants à abandonner leur position et à rentrer dans la vie civile sans satisfaire l'appétit insatiable des adeptes de la rébellion. Il faudrait peut-être chercher le problème ailleurs parce que la RDC a été impliquée à plusieurs reprises dans des négociations avec différents groupes armés, y compris avec le M23. Cependant, ces négociations ont eu des résultats mitigés, avec des accords de paix qui ont été établis mais qui n'ont pas toujours été mis en œuvre efficacement.

Pensant innover, la RDC a mis sous état de siège le Nord-Kivu et l'Ituri, deux provinces de l'Est du pays. Cette mesure exceptionnelle d'une durée de 15 jours renouvelables, qui suspend l'administration civile au profit d'une administration militaire d'exception, dure à présent plusieurs mois et bientôt des années si on n'y prend garde ! Avec cette mesure, l'Est de la RDC a des réponses aux défis sécuritaires qui posent plus de questions que réponses à ces défis. C'est le cas de cette mesure exceptionnelle de l'état de siège prise pour deux provinces de l'Est, le Nord-Kivu et l'Ituri, qui en est à son 48^{ème} renouvellement alors que la situation sécuritaire s'empire. Une administration militaire a été mise à la tête de ces provinces pendant qu'en même temps des commandants militaires étaient nommés pour les opérations militaires. Ce qui va à l'encontre de la doctrine juridique en la matière. En effet, depuis que les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont passées sous le régime renforcé de l'état de siège, en application de l'article 5 de l'ordonnance

qui l'a proclamé, la conduite des opérations militaires a été attribuée aux gouverneurs militaires jusqu'à ce qu'il y ait mutation par un télégramme du 6 juillet 2022 qui réattribue le commandement de cette attribution. Tout simplement, le télégramme du Chef d'Etat-major est inapproprié pour modifier une disposition d'une ordonnance à valeur constitutionnelle¹².

Tout compte fait, la solution militaire est décidée sans feuille de route claire, sans planification préalable, sans agenda. Et, au lieu de laisser la question des groupes armés au P-DDRC-S, des initiatives parallèles de dialogue avec les groupes armés sont prises en misant sur de l'expertise non établie en médiation et dans une grande confusion entre urgence et précipitation. A côté du dialogue, l'armée doit être capable de faire son travail. « *Il faut alors soit un dialogue sincère, soit une guerre sérieuse suivi de la réinsertion communautaire des démobilisés chacun dans son pays d'origine.* »¹³ La sous-traitance de la sécurité est un moindre mal face à l'impossibilité de gagner militairement la guerre et l'erreur serait de laisser de côté les options de dialogue.

Ceux qui parlent de l'état de siège comme étant une mauvaise réponse à un vrai problème expliquent cet échec par la non pertinence de la solution par rapport aux causes du problème. « *L'insécurité migrante a pour cause la recherche de quatre choses : 1. La terre 2. L'identité 3. Les ressources minières 4. Le pouvoir* », martèle le Secrétaire Technique de la Société Civile du Nord-Kivu au micro de la Radio Pole FM de Goma.

Il faut alors relever, comme dit par les participants à l'atelier des 09 et 10 mars 2023, que l'une des stratégies, qui pourraient être mises en place pour transformer pacifiquement le conflit dans l'Est de la RDC et mobiliser les armées de l'ONU et de l'EAC, serait par exemple

¹² Pour plus d'information, lire : [Etat de siège sans siège : Fraude juridique dans la conduite des opérations militaires au Nord-Kivu \(grandslacsnews.com\)](https://www.grandslacsnews.com) Consulté le 09.09.2023 à 10h24

¹³ Interview en ligne du 15 avril 2023

d'organiser *‘‘une table ronde internationale sur la paix’’*¹⁴ avec l'appui de tous les partenaires régionaux et internationaux après avoir organisé un bon plan national de la défense. Les parties en conflit pourraient être encouragées à participer à un dialogue inclusif et à négocier un accord de paix durable. Les organisations régionales comme la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) pourraient jouer un rôle clé dans la facilitation de ce dialogue. Des programmes de développement économique pourraient être mis en place pour répondre aux besoins des populations touchées par les conflits. Cela pourrait comprendre des investissements dans les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et la santé.

Et la RDC doit retrouver suffisamment de confiance en soi pour exploiter ses capacités à régler ses conflits pour que les autres lui viennent en aide dans des aspects bien identifiés. Un programme spécialisé pour la justice transitionnelle doit être mis sur pied pour éviter l'impunité et la répétition des crimes.

Il faut enfin renforcer la légitimité des initiatives de paix surtout celles construites par les leaders de l'Est du pays plus près des conflits au lieu de prétendre *‘‘faire sans eux’’*. Et, vu la dimension régionale, au lieu de négocier individuellement, relancer les organisations sous régionales comme la CEPGL comme cadre de dialogue transfrontalier. Ce qui lui permettrait d'améliorer le leadership et la gouvernance, de réduire le chômage surtout des jeunes, d'encadrer les autorités de base et de donner au peuple congolais les raisons d'être fiers de son pays.

Les violations des droits de l'homme commises pendant le conflit pourraient être poursuivies et les auteurs tenus pour responsables. Pour cela, les systèmes de justice et de sécurité nationaux devraient être renforcés pour garantir que la population soit protégée et que la paix et la stabilité soient maintenues. Ce qui nécessite une diplomatie agissante au plan régional et international, la République Démocratique du Congo

¹⁴ Proposition de l'atelier du 09 au 10 mars 2023

étant un pays riche entouré par des pays moins nantis. Les guerres menées par ces pays contre elle sont finalement des guerres de survie auxquelles une diplomatie agissante pourrait apporter des solutions idoines.

En définitive, une prise de conscience de la nécessité d'une coordination de toutes les initiatives civiles et militaires, internes et externes, visant la baisse de la conflictualité dans les communautés des Grands Lacs doit s'enclencher comme cela a été tenté au début de l'année 2020 à l'interne en RDC. Cette année-là, la coordination du mécanisme de suivi de l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba a été chargée par la Présidence de la RDC de fédérer tous les processus de démobilisation. L'initiative la plus intéressante a accompagné un partage d'expériences dans des espaces politiques communautaires locaux avec des députés aussi bien provinciaux que nationaux. Les connaissances et enjeux de terrain avaient ainsi plus de chance d'être partagées avec des personnes qui pouvaient les relayer dans des espaces de prise des décisions. Le tout a débouché sur la création du Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion Communautaire et Stabilisation, P-DDRC-S en sigle.

Toutefois - et sur le long terme -, il faut tirer les conséquences du fait que ni l'Etat congolais, ni les Organisations régionales ni même les Organisations du système des Nations Unies présentes en RDC, ne se penchent comme il le faut sur **l'éducation à la paix des populations** surtout dans les zones qui vivent des violences depuis plusieurs décennies. En effet, tel que l'a expliqué Jovin Mukadi, conseiller international chargé de la coopération au sein du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) : *« On voudrait élever cette éducation pour la paix en une discipline qui permet de prévenir les conflits, de prévenir les guerres, de prévenir même les conflits émotionnels que nous avons nous même dans notre cœur, dans notre âme. »*¹⁵

¹⁵ [La RDC veut introduire l'éducation pour la paix dans le programme scolaire - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb](#) Consulté le 27.09.2023 à 10h15'

A côté du travail d'éducation sur des thèmes transversaux, comme le VIH ou le genre, chaque niveau de l'Etat ou structure organisée en Association devrait se doter d'une Section "Education à la Paix" et y affecter des ressources suffisantes en termes de personnel, de finances et du matériel. Et de fait, comme programme de reconstruction sociale dans une société affectée par les conflits, l'éducation à la paix permet d'assurer le dialogue, de contribuer à la réconciliation, à l'apaisement social et à la possibilité de règlement des conflits.

C'est pourquoi la nécessité et l'urgence en RD Congo d'un Ministère ou d'un Service spécialisé chargé de l'éducation à la paix se fait sentir avec acuité. Le service National mis en place pour redresser les jeunes délinquants, qui a déjà montré ses limites, ne suffira pas pour changer les psychologies ancrées dans les violences et amener les jeunes, qui évoluent dans les gangs ou les groupes armés impliqués dans les violences quotidiennes, à changer du jour au lendemain. L'Etat congolais comme les Organisations régionales et l'ONU doivent créer des structures d'éducation à la paix puisque toutes ces entités militent pour une paix durable en RDC et sur le continent africain.

Et cette éducation à la paix devrait se faire partout dans les mêmes termes. C'est tout le sens du manuel d'éducation à la paix proposé par la CIRGL à l'ensemble des pays des Grands Lacs. En plus, des universités congolaises et rwandaises, comme l'Université Catholique de Bukavu (UCB), l'Université Evangélique en Afrique (UEA) ou la Protestant Institute of Arts and Social Sciences (PIASS) de Huye au Rwanda, proposent un Master en Paix et Réconciliation. Il y a aussi l'expérience de Pole Institute à Goma qui propose aux jeunes l'Université Alternative pour les former aux valeurs et pratiques de paix. Toutes ces initiatives concourent à proposer des expériences à renforcer pour avoir une jeunesse qui pense et réfléchit la paix dans son contexte de vie. Il s'agit ainsi de cadres locaux où la jeunesse des Grands Lacs peut se former comme dans un moule pour arriver plus tard à une masse critique qui contextualise la réflexion sur la recherche de la paix.

Mais, de façon réaliste et concrète, où trouver l'espoir d'une sortie de ces crises récurrentes dans les Grands Lacs africains ?

«Malgré ses limites, le dialogue n'est pas rompu. Les Chefs d'Etat continuent à se rencontrer à Luanda, à Nairobi ou à Bujumbura. Malheureusement, la multiplication des Sommets sur la même chose finit par produire une sorte de lassitude qui se manifeste par le fait que certains acteurs majeurs commencent à se faire représenter par des personnalités qui n'ont ni la légalité ni la légitimité suffisantes pour les engager. Et puis, ces trois derniers mois, le M23 ne s'est pas radicalisé. C'est pourquoi il ne faudrait pas se contenter de cette éphémère accalmie mais en profiter pour poursuivre un désengagement total. »¹⁶

¹⁶ Interview à Goma ce jeudi, 08 Juin 2023 à 13h00

2. Dits et non-dits autour de la dégradation de la situation socio-sécuritaire dans l'Est de la RDC selon des échanges entre leaders locaux

Au cours de l'atelier des 09 et 10 mars précité, dans l'un des exposés de lecture du contexte¹⁷ sur « *la persistance des groupes armés à l'Est de la RD Congo : liens avec les conflits en cours et nouvelles pistes de sortie au regard des nouveaux développements du contexte* », l'intervenant du jour sur cette question trouve que les raisons de la persistance de l'insécurité à l'Est de la RDC sont diverses. Selon lui, c'est le cas de :

- Reconfiguration géostratégique internationale ;
- Gestion des questions migratoires ;
- Mauvaise gouvernance du secteur de sécurité ;
- Leadership irresponsable ;
- Ethnicisation excessive de la situation politique et socio-économique ;
- Déficit de l'éducation des masses et de l'élite.

Ces propositions trouvent un large écho dans la communauté. En effet, au cours des discussions qui ont suivi cet exposé, lorsqu'il s'est agi de nommer ce qui se passe au niveau régional, la qualification de "guerre économique" s'est révélé être un compromis entre les participants qui pensaient à la géostratégie, ceux qui pensaient aux questions migratoires ou à un mauvais leadership et ceux qui défendaient l'agression du pays. Finalement, l'ensemble voit par consensus en cette guerre, la traduction d'une compétition pour l'accès, la gestion et le contrôle des ressources. Dans cette acception, les violences armées actuelles constitueraient alors la partie visible d'une confrontation, qui irait jusqu'aux violences, pour défendre des intérêts économiques. Et pourtant, les protagonistes réels dans cette confrontation sont invisibles et leur identité est vague. Bien que les pays voisins soient pointés du doigt parmi eux à des degrés différents.

¹⁷ Tiré de l'exposé du professeur Déogratias Cimerhe Munguankokwa

De son côté, dans son exposé sur les dimensions du contexte, qui a parlé de « *l'extension régionale des conflits internes dans les pays des Grands Lacs et résilience sociale des populations victimes de ces conflits en RD Congo* »¹⁸, un autre intervenant est parti d'un vaste questionnement autour de la résilience. Il a alors proposé la batterie suivante de questions autour de la résilience de nature à susciter le débat sur la validité des expériences courantes pour le dépassement de la crise :

- ✓ La légitimation des Groupes Armés (GA) en matière de gouvernance sécuritaire est-ce une bonne pratique?
- ✓ L'empire des GA est-il une solution pour une paix durable?
- ✓ La justice populaire est-ce une bonne pratique?
- ✓ La diabolisation de certaines ethnies est-ce la solution?
- ✓ Le refus des mariages intercommunautaires est-ce la solution?
- ✓ La *milicisation* de la sécurité est-ce efficace?
- ✓ Les attaques contre la MONUSCO et la force régionale de l'EAC sont-elles payantes en termes de sécurité des personnes et de leurs biens?
- ✓ La participation au pillage des ressources de la RDC est-il le meilleur moyen pour survivre?
- ✓ Les violences ciblées contre les membres de certaines communautés en guise d'autodéfense sont-elles bancables?
- ✓ Les processus de paix (processus de Nairobi et Luanda) sont-ils porteurs d'espoir?
- ✓ Les efforts de développement des communautés dans la région affectée par la guerre sont-ils pertinents?
- ✓ Les relations commerciales telles que les marchés locaux qui continuent entre les communautés peuvent-elles être capitalisées?
- ✓ Les groupes qui travaillent sur la tolérance et la paix sont-ils à la hauteur?
- ✓ Les forces de l'histoire commune sont-elles évaluées et capitalisées? (échanges économiques et culturels)?
- ✓ La proximité géographique est-elle rentabilisée?

¹⁸ Tiré de l'exposé du professeur Augustin Kahindo Muhesi

- ✓ Quels sont les mécanismes d'encouragement des mariages transfrontaliers?
- ✓ les langues sont-elles des facteurs de réconciliation ou de division?
- ✓ Les processus politiques et le ballet diplomatique permettent-ils de désamorcer le conflit?
- ✓ Envisage-t-on de nouvelles initiatives économiques ou des activités socio-culturelles dans le cadre de la résolution du conflit?
- ✓ Pense-t-on à la justice réparatrice?
- ✓ Qu'en est-il de la justice transitionnelle?
- ✓ Pense-t-on aux espaces de dialogues intercommunautaires, aux médiations foncières?

Ce questionnaire très dense a provoqué de profondes méditations chez les participants qui ont tenté de se les approprier. C'est pourquoi les échanges entre participants en carrefours et en assemblée plénière en ont ajouté d'autres. Ce jour-là, à l'issue des exposés, il a été procédé à la collecte des éléments de clarification et des compléments mais aussi des échanges de points de vue ont été entretenus. C'était l'instant privilégié de la prise de parole des participants à l'atelier. Les questions récurrentes tournaient autour d'interrogations essentielles que se pose tout habitant du Kivu montagneux.

Quelle réforme faire du secteur de sécurité en RDC ?

Que dire du circuit d'alimentation des conflits ?

Existe-t-il une analyse consultable des accords inter étatiques ?

De l'émotionnel à la raison, quel sort pour le Nord-Kivu ?

Ce petit questionnaire résume à lui seul les perceptions des populations sur les sources des tensions et des violences armées à l'Est de la RDC. Pour une activiste de Goma : « *nous souffrons comme ça à cause des accords signés sans nous consulter ni nous informer même de leur existence.* » Ce qui fait échos aux propos de Uhuru Kenyata, Président honoraire du Kenya et médiateur dans cette crise, qui disait après sa visite d'un camp de déplacés de guerre autour de Goma en novembre 2022 : « *J'ai vu des enfants, des femmes et des vieillards*

devenir des déplacés dans leur pays. Même si nous avons des problèmes, des mésententes, renonçons d'abord à la guerre. Ces enfants, femmes et vieillards ne sont pas concernés par les causes de cette guerre. Il y a des milliers et des milliers de déplacés, je les ai vus et vous-mêmes vous les avez vus.»¹⁹

2.1. Causes profondes et incompatibilités du conflit

Au moment d'analyser les données collectées pour cette étude, en suivant les étapes de la théorisation ancrée, il ressort de l'étape de mise en relation après celles de codification et catégorisation des opinions recueillies pour la présente étude que, malgré la complexité du conflit en cours en RDC, on peut retenir, comme acteurs concernés par les violences armées en RDC, d'un côté tous les entrepreneurs des violences qui appuient les pays "agresseurs" qui se cachent derrière des groupes armés fabriqués de toute pièce, et de l'autre côté, l'armée nationale FARDC et tous ses supplétifs qui l'assistent. Dans ce cas, les "mains invisibles", les armées des agresseurs ainsi que leurs supplétifs, organisés en groupes armés, seraient les "agresseurs", et, de l'autre les FARDC et leurs alliés sont les "défenseurs" de la RDC.

D'où vient alors la confrontation violente en Afrique des Grands Lacs ? Les incompatibilités sont des positions, apparemment inconciliables, prises par les protagonistes et qui expliquent le recours à la violence comme moyen ultime pour casser le mur dressé sur la voie de la satisfaction des besoins vécus comme vitaux.

L'accès aux ressources naturelles congolaises, contrecarré par le non-respect des contrats signés, s'avère donc être l'une des incompatibilités sources de tension et de conflits en bilatéral entre la RDC et le Rwanda. Mais d'autres questions surgissent à partir de la prise de parole du président rwandais. En effet, en visite officielle au Bénin, « *le Président Rwandais Paul Kagame a convoqué l'Histoire pour remonter aux*

¹⁹ Dépêche du site d'information ACTUALITE.CD [RDC-M23: à Goma, Uhuru Kenyatta lance un appel au cessez-le feu avant des pourparlers | Actualite.cd](#)
Consulté le 18/03/2023 à 12h02

racines de la guerre qui, au Nord-Kivu, met aux prises les forces gouvernementales et un mouvement rebelle, le M23, composé de Tutsi congolais soutenus par Kigali. »²⁰ S'exprimant au Palais présidentiel de Cotonou lors de sa visite officielle de ce samedi 15 avril 2023, il a lancé un pavé dans la marre²¹ : « *Le problème du Congo, le problème de la région et même du Rwanda, n'est pas le M23. Je suis désolé. M23 est un produit résultant de plusieurs autres problèmes qui n'ont pas été résolus depuis des décennies maintenant. (...) En 2012 même, en ce qui concerne le M23 et les personnes liées au M23 qui ont des origines rwandaises, il faut savoir que les frontières qui ont été tracées lors de la période coloniale ont découpé nos pays en morceaux. Une grande partie du Rwanda a été laissée en dehors, dans l'Est du Congo, dans le Sud-Ouest de l'Ouganda, etc... Les gens de ces pays autres que le Rwanda ont des origines rwandaises mais ne sont pas des Rwandais. Ils sont citoyens de ces pays qui ont absorbé des parties du Rwanda à l'époque coloniale. C'est un fait, un fait de l'Histoire. Ceci est une évidence. Référez-vous même à l'Histoire vous allez vous rendre compte que ces problèmes me dépassent et vont au-delà de la personne de Tshisekedi. (...) Aujourd'hui, onze après, le problème existe toujours. Cela veut dire qu'il n'a pas été résolu. Les pays africains ont été impliqués mais personne n'a pu réussir.* »²² S'agissait-il d'un positionnement contre le sacrosaint principe de l'Union Africaine de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ? C'est du moins celle-là la compréhension des Congolais qui ont pris cette déclaration comme une tentative de travestissement de l'Histoire par un Rwanda habitué à la juxtaposition des prétextes pour justifier à tout prix son

²⁰ Colette Braeckman dans "Le Soir" du 05 mai 2023 [Aux racines du conflit entre le Congo et le Rwanda - Le Soir](#) Consulté le 04 mai 2023 à 9h53

²¹ Pour Gillian Mathys, professeur à l'Université de Gand et membre de la commission colonisation, « l'Histoire a ses droits mais la réponse aux problèmes d'aujourd'hui ne se trouve pas uniquement dans l'Histoire. C'est l'interprétation des faits qui pose question. » [Aux racines du conflit entre le Congo et le Rwanda - Le Soir](#) Consulté le 04 mai 2023 à 9h55

²² Extrait de la conférence de presse du Président rwandais Paul Kagame à Cotonou au Bénin tenue le 15 avril 2023. Tiré de [\(137\) RDC - Rwanda : nouvelle crispation verbale - YouTube](#) consulté le 18.04.2023 à 10h06'

ambition hégémoniste en Afrique centrale et spécialement l'invasion du territoire congolais²³. Un autre Président rwandais avait déjà soutenu cette position avant Paul Kagame. Le 28 octobre 1996, Pasteur Bizimungu évoque les anciennes frontières du Rwanda « *lorsqu'il montre une carte du "Grand Rwanda". Il ajoute que si le Zaïre veut expulser les Banyamulenge, qu'il abandonne également leur territoire en faveur du Rwanda. Quand un communiqué de la Présidence daté du 30 octobre 1996 précise que le Rwanda propose la tenue d'une "Conférence de Berlin II", la suggestion d'une remise en question des frontières coloniales se trouve évidemment renforcée...* » (Kibel'Bel, 2020 p.118)

Et c'est justement en cela qu'il s'agit de positions incompatibles, sources de conflits armés, qui interpellent tous les intervenants dans une crise où les pertes en vies humaines rivalisent avec celles de la deuxième guerre mondiale. Pour dire que les parties poursuivent des objectifs incompatibles qui les mettent en confrontation violente. L'historien congolais Ndaywel prolonge cette explication à partir des « *confessions de certains dignitaires rwandais qui ont déclaré que le fond du problème actuel de l'est de la RDC, serait la question de l'espace. Il affirme que c'est la voracité des multinationales nord-américaines qui a instrumentalisé cette quête permanente de terre et d'espaces comme exigé par le Rwanda. Surtout après le génocide de 1994* »²⁴.

²³ A Kinshasa, aujourd'hui en pleine guerre froide avec le Rwanda sur la question des frontières, la 45^{ème} réunion des ministres du gouvernement congolais avait approuvé en son temps la location à des Indiens et pour 25 ans renouvelables de la concession de l'Institut Géographique du Congo sans préciser où seront délocalisés les bâtiments détruits pour y ériger des supermarchés. Cartes, Atlas, repères géodésiques des frontières risquent de disparaître. Ce qui est un grave attentat à la mémoire géographique nationale. [A la Recherche scientifique: aucune concession d'un centre ou institut n'est vendue – AfricaNews RDC](#) Consulté le 24.04.2023 à 8h09

²⁴ Tiré de l'article de Dinho Kazadi lu dans [RDC : «la sauvegarde de l'intégrité de notre territoire est une longue histoire de résistance» \(Isidor Ndaywel\) \(sahutiafrica.net\)](#) Consulté le 14.05.2023 à 17h56

Il faut noter que l'actuelle crise du M23 est la répétition des crises passées dans les Grands Lacs qui n'ont pas encore trouvé des réponses. Ce qui montre les limites des réponses extérieures aux conflits dans les Grands Lacs du type "Accord Cadre d'Addis-Abeba". Pourquoi la même crise se manifeste de la même manière dix ans après ? C'est donc l'expression d'un besoin réel de solutions internes à la région basées sur des intérêts mutuels bien pensés en évitant le tâtonnement et le déficit d'approche. Une question simple pourrait être posée à tous ceux qui pensent qu'ouvrir une route qui contourne le Rwanda c'est lui créer un manque à gagner sur le commerce de transit : Est-ce à dire qu'au nom de la paix les routes congolaises qui influenceraient le volume de trafic au Rwanda, ne devraient pas être construites ? De même que, pour le tourisme, le gros des gorilles se trouve du côté congolais de la frontière. Faudrait-il qu'à chaque projet de développement du Congo il faille offrir aux pays voisins la possibilité de combler autrement le potentiel manque gagner ?

Enfin, l'état de l'armée fait plutôt penser à un degré élevé de sa négligence qu'à autre chose de la part du pouvoir. Les manipulations identitaires, jusque dans l'armée, alimentent les discours de haine. Ce qui inspire plutôt la question : « *Comment l'état congolais a-t-il traité cette armée pour qu'elle fasse face aux défis sécuritaires du pays ?* »

Le résultat pour les populations victimes des violences récurrentes est un quotidien caractérisé par l'incertitude et l'impasse qui empêche au peuple congolais d'avoir des perspectives. Trois décennies d'instabilité cyclique, où tout peut arriver à tout moment, aggravent le malaise social déjà suffisamment grave. Finalement, avec autant de tâtonnements de la RDC sur le mandat des forces de l'EAC pendant qu'il y a des rebelles à toutes les frontières du pays, il est difficile de construire l'avenir sur la sur militarisation du pays par des forces armées étrangères.

En effet, M23, ADF et Groupes Armés sont l'arbre qui cache la forêt, la partie visible de l'iceberg, parce que la partie immergée est constituée d'acteurs congolais associés à des pays qui sont des acteurs

économiques de relais pour l'accès aux ressources économiques congolaises dans une économie de guerre. La porosité des frontières de la RDC donne aux agresseurs le courage d'oser entrer et accéder aux ressources congolaises avec, comme effet encore plus pervers, l'expression des rivalités entre multinationales sur le sol congolais. La RDC signe des contrats qu'elle cherche à rompre à tout prix après s'être rendu compte, à posteriori, qu'elle est lésée. Or, *« la guerre est la voie royale pour accéder aux ressources à vil prix devant une "proie facile" et qui permet d'éviter le gagnant-gagnant. »*

2.2. Analyse de la violence structurelle en présence

L'Assemblée Nationale de la RDC a adopté le projet de loi instituant la "réserve armée de la défense" qui va constituer un renfort aux FARDC pour la protection du territoire national. Parmi les catégories retenues, des "volontaires civils engagés dans la défense du pays". Et, parmi ceux qui se croient appartenir à cette catégorie légale de "volontaires civils", ceux mentionnés par le Gouverneur militaire de la Province du Nord-Kivu lors d'un échange avec le contingent kenyan des forces de l'EAC : *« Ici c'est la présence des groupes armés locaux que vous vous-même vous avez surnommé aujourd'hui Wazalendo. Ce sont des originaires de Masisi que vous connaissez, de Rutshuru et ils étaient chez eux. Ce sont ces groupes là que je faisais allusion à ceux qui se rendaient pendant les sites que nous avons déployés à travers la province. Et lors du déclenchement de cette guerre, cette guerre les avait trouvés chez eux. Je dis bien ce sont des originaires. Comme tout Congolais aussi autorisé par notre constitution, ils ont l'obligation de défendre leurs terres. Personne ne peut les empêcher. Et ces groupes armés, nos compatriotes Wazalendo, ne sont pas des militaires formés. Et aujourd'hui ils avaient occupé pratiquement les partis lacunaires des opérations sur terrain. Et je me bats avec les autorités locales et*

aussi avec mes commandants qui peuvent arriver à ces lignes que vous citez pour que cela cesse. »²⁵

Il ressort du questionnement des participants et proposition d'alternatives de l'atelier précité la réflexion suivante : le Ministre de l'enseignement supérieur de la RDC vient d'annoncer la mutation des combattants associés aux groupes armés locaux en "réservistes" de l'armée nationale FARDC²⁶. Pour l'un des participants à l'atelier, *« c'est une contradiction entre les ministres du même gouvernement. L'un encourage la démobilisation, l'autre considère que les nyatura, maimai et bientôt M23 font partie de l'armée nationale FARDC au même pied d'égalité. Le concept "réserviste" s'appuie sur quels critères ? »* Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que l'Etat congolais soit incapable de protéger sa souveraineté. Les incidents sécuritaires illustrent les zones de non contrôle. Or, on ne sait pas qui a la maîtrise de tel ou tel groupe armé. Se sentant envahie, la RDC réagit en tolérant une dynamique d'auto défense à caractère hétéroclite. En fait, ceux qui s'appellent "Wazalendo" utilisent un nom générique. Ils ne nomment pas un phénomène nouveau. Cela a toujours été une force composite qui contribue aux atrocités commises par ceux qui se proclament "protecteurs".

Ce qui fait que la légitimité – et bientôt la légalité – accordés à la violence privée exercée par des groupes armés formés en violation de la loi et du principe du monopole de la violence réservé à l'Etat normalise dans l'imaginaire collectif des actes qualifiés par la loi comme criminels et punis comme tels. C'est en cela que le recours aux groupes armés devient une cause structurelle de la violence. Selon ce patriotisme dévoyé, il y aurait donc une "bonne" violence, celle

²⁵ Site d'information en ligne Afro Info 243 ([192\) Guerre du M23: renfort des FARDC, les réservistes de l'armée et les Wazalendo au service de la RDC - YouTube](#) consulté le 1^{er} Juin 2023 à 13h13

²⁶ L'Assemblée Nationale de la RDC a approuvé à l'unanimité le projet de loi sur la réserve armée de la défense nationale. [RDC: l'Assemblée nationale adopte le projet de loi instituant la réserve armée de la défense | Actualite.cd](#) Consulté le 22.04.2023 à 8h09

exercée par des groupes armés qui tuent, y compris des Congolais, sous couvert de patriotisme, et une “mauvaise”, celle exercée par des étrangers sur des Congolais, sous couvert de réclamer l’application des droits ou des privilèges accordés dans des contrats ou des conventions signés avec des autorités congolaises et dont le peuple congolais ignore jusqu’à l’existence.

Les “Wazalendo”, aujourd’hui “*Volontaires pour la Défense de la Patrie*”, « *il s’agit de congolais qui ont pris les armes d’abord contre l’armée nationale FARDC de leur pays pour ensuite les retourner contre le M23 et se voir ainsi blanchis en patriotes au point qu’une mauvaise interprétation de la loi risque de les placer dans la réserve armée de la RDC. Tant qu’on n’a pas de réponses à des questions telles que c’est la solution à quoi, qui les arme et qui les prend en charge, ils sont des “serpents gardés au chaud dans la maison”.* Comme au départ ils ont commis des actes répréhensibles, qualifiés de crimes en droit congolais, ils doivent être traités au même titre que le M23 pour garantir la non répétition des crimes. D’un autre point de vue, il s’agit de patriotes qui suppléent à la faiblesse de l’armée nationale FARDC dans un regroupement d’anciens miliciens d’auto-défense fait pour réussir la guerre non conventionnelle actuelle. Dans tous les cas, la question de fond demeure : après la guerre, quelle sera leur mission et le sort réservé aux crimes commis ? »²⁷

A en croire donc l’autorité militaire qui dirige la Province du Nord-Kivu, les Wazalendo, c’est une stratégie du gouvernement congolais pour suppléer aux limites des forces loyalistes. D’autre part, c’est aussi une stratégie politique pour mobiliser les nationaux contre une agression documentée par l’ONU. « *La question c’est jusqu’où ces Wazalendo seront-ils en mesure de relever le défi que ne parvient pas à relever l’armée nationale ? Qui les prend en charge parce qu’actuellement ils vivent sur le dos des populations ? A la fin de la crise, que vont-ils devenir ?* »²⁸ C’est trop facile de vouloir les intégrer

²⁷ Focus Group hétérogène du 16 Juin 2023

²⁸ Idem

dans une politique réserviste ou dans un P-DDRC-S sans mesures d'encadrement. C'est d'ailleurs une contradiction avec le P-DDRC-S parce que les accepter c'est les encourager à réclamer des grades dans l'armée. D'ailleurs, pour d'autres, « *comme au départ ils ont commis des actes répréhensibles, qualifiés de crimes en droit congolais, c'est la justice qui doit s'occuper d'eux.* Disons que la sous-traitance de la sécurité est un moindre mal face à l'impossibilité de gagner militairement la guerre. L'erreur serait de laisser de côté les options de dialogue de nature à réduire les tensions entre les citoyens et les institutions de la République ainsi que entre les communautés antagonistes suite à la compétition pour les ressources dans leur milieu de vie.

Cette question des "Wazalendo" rebondit dans l'actualité lorsque un massacre se produit en pleine ville de Goma, au Nord-Kivu. En effet, tôt ce matin du mercredi 30 Août 2023, les forces de défense et de sécurité de la RDC ont investi les locaux d'une église locale, dite des Wazalendo. Quel que soit le narratif des autorités sur ces événements malheureux, le résultat est un véritable gâchis, selon des défenseurs des droits humains qui n'hésitent pas à le qualifier de crime contre l'humanité. Des morts, des blessés, incendies, pillages, arrestations ... ! Ceux qui parlent de "carnage" disent que, s'il s'agissait d'une église et que leur radio fonctionnait c'est que les services de l'Etat les reconnaissaient. Dans ce cas, pourquoi saccager, piller, brûler, tuer au lieu de sceller, saisir, arrêter et juger ? A ce stade de l'actualité brûlante, beaucoup de questions sont encore sans réponses. Dans le procès en cours, le jugement rendu en première instance laisse à la société civile plus de questions que de réponses à toutes ses interrogations sur les responsabilités dans la chaîne de commandement des forces de défense et de sécurité lorsque les hauts gradés sont innocentés. Le jugement en appel y apportera peut-être plus de lumière.

Dans tous les cas, dans cette affaire déjà portée devant les cours et les tribunaux, il faut se rendre à l'évidence. C'est la combinaison de la radicalisation des jeunes par un gourou mystico religieux et de la

désinformation des services de défense et de sécurité qui est à la base de la résistance des jeunes et de la répression aussi brutale que disproportionnée des forces de l'ordre. Devant cette situation, les acteurs de paix ne peuvent pas rester les bras croisés. La radicalisation des jeunes ne s'est pas faite en un jour.

En définitive, le cercle vicieux des tensions non résolus se régénère constamment quand la série de changements d'appellations trahit plutôt l'état des manipulations pour pousser la jeunesse à s'impliquer dans des violences. Des Maïmaï des années 1960, on en arrive en 2023 aux "Wazalendo" mués finalement en "Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP)" qui provoquent une crise humanitaire et alimentaire au sein des populations des zones sous violences au lieu de mettre fin à l'insécurité.

Pour en sortir, la RDC a le défi de parvenir à gérer les trois paramètres : population, territoire et pouvoir en plus d'un autre élément extérieur. L'élément en question relève de la contagion des conflits nés dans un pays pour s'étendre à un pays voisin. L'un des intervenants à l'atelier s'est demandé : « *Comment créer un cercle vertueux de paix pour briser le cercle vicieux des conflits et éviter d'exporter les conflits internes du Rwanda et du Burundi ?* » Les deux ethnies en face dans ces pays vivent des conflits exportés dans les pays voisins où elles se retrouvent. Les rebellions dans le pays d'accueil sont alors soutenues par l'une ou par l'autre. « *Comment rassurer la fraction de la population congolaise par laquelle passent les rebellions pour détruire la Patrie ?* »

Lorsqu'une communauté brandit comme position irréductible la satisfaction de ses "doléances légitimes"²⁹, cela constitue une barrière à la paix quand il s'agit de dispositions difficiles à appliquer, à moins que la population ne soit consultée d'une manière ou d'une autre. C'est

²⁹ Lire : Nicaise Kibel'Bel Oka : *Balkanisation de la RDC ? Mythes et réalités*, Editions SCRIBE, Bruxelles, 2020. 274p

ce qui a poussé une participante³⁰ à témoigner : « *nous qui faisons le petit commerce transfrontalier, nous passons nos journées avec les rwandais et les ougandais. Ce qui est dit officiellement dans les médias, ce n'est pas ça le vrai motif de la guerre. Avec le COVID, les portefaix rwandais ont été obligés de cesser toute activité du jour au lendemain. Comment survivre au chômage ? C'est de là qu'est né le motif fallacieux d'aller chercher les FDLR au Congo. Les portefaix sont devenus des M23 comme moyen de vivre. Ils ne savent rien des accords signés par les chefs d'état. Ils n'ont aucun problème avec ceux qu'ils tuent et déplacent. Et pourtant, dans le cadre de nos activités, quand nos collègues rwandaises ont des problèmes avec les décisions de chez elles, j'ai déjà remarqué qu'elles font appel à nous. Nous rencontrons l'administration rwandaise et souvent la solution est trouvée.*»

En définitive, « *Quel que soit la présence d'un homme providentiel à la tête de la RDC, lui seul ne peut rien. Un rebelle ne peut pas s'enraciner sans l'implication des populations locales. Chacun doit prendre la mesure de son implication. Il faut aussi s'imprégner des perceptions des autres sur la RDC et se poser la question : ne sommes-nous pas une menace pour les autres ?* »

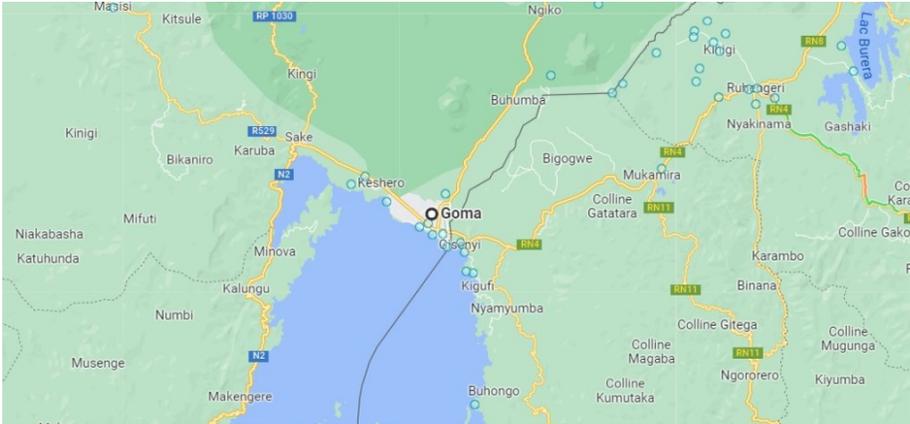
³⁰ Présidente de l'Association des Vendeurs de Volaille du Congo, AVEVOCO.

3. Bonnes pratiques de paix, solutions innovantes et exploitation des opportunités à leur mise en œuvre pour redresser une situation socio-sécuritaire qui se dégrade

3.1. Des gestes favorisant un vivre ensemble apaisé

Les échanges entre participants en carrefours au cours du même atelier des 09 et 10 mars 2023 ont permis de noter qu'une attitude d'éveil patriotique transparait dans le dialogue franc et le rapprochement intercommunautaire. Et d'autres pratiques de paix peuvent être citées comme l'acceptation mutuelle circonstancielle, les initiatives entrepreneuriales (AVEC, champs et pâturages communautaires, système "groupage" pour gérer les relations entre fournisseurs et clients et réguler le marché, etc...), le plaidoyer récurrent des acteurs du Nord-Kivu, dont les femmes leaders et les jeunes, et le dialogue permanent entre les dirigeants bien que ce qu'ils se disent entre eux ne soit pas exactement ce qu'ils disent aux populations sous prétexte de respecter les règles de la communication politique. Dans un univers teinté de violences, parfois extrêmes, ce sont ces pratiques qui ont maintenu un certain niveau de coopération apaisée entre des populations opposées suite aux affrontements intercommunautaires. Elles ont permis l'existence d'une paix relative suffisante pour la survie dans un environnement troublé. L'un des participants a souligné que : *« malgré tout ce que nous vivons, nous sommes toujours là. Les différentes ethnies, parfois antagonistes, se retrouvent encore côte à côte sur le même espace et la vie continue. »*

3.2. Des contacts utilitaires pour une cohabitation pacifique transfrontalière.



Capture d'écran de Google Maps sur certaines agglomérations de la RDC et du Rwanda

Enfin, regardant résolument vers l'avenir et convaincu de l'utilité et de la fonctionnalité de "Ces passerelles qui unissent les communautés du Rwanda et de la RDC", un journaliste³¹ fait remarquer que « *Des petits commerçants, des cultivateurs journaliers, des voyageurs, ainsi que des étudiants et enseignants qui vont et viennent entre la RDC et le Rwanda... font parties des ponts à renforcer pour la cohabitation entre les communautés de deux pays. Le jour où la population aura intériorisé cette réalité, personne ne pourra plus tolérer cette habitude de se servir de l'instrumentalisation ethnique pour justifier ou essayer de légitimer les violences dans la région des grands lacs. Et cela puisque de plus en plus de gens réalisent combien on est tous perdants dans la guerre, combien les guerres qui opposent les uns aux autres ont*

³¹ Horace Umbo Salama est un journaliste basé à Butembo au Nord-Kivu. Enseignant en sciences de l'information et de la communication à l'Université de l'Assomption au Congo et correspondant des Radios OKAPI ET Pole FM, il est aussi initiateur du média indépendant HabariRDC.Net et du Blog www.groupearcenciel.over-blog.com .

toujours leurs manipulateurs, au pays ou à l'étranger, qui en tirent parti et qui ont intérêt à ce qu'elles perdurent. »³²

3.3. Atouts entre les mains des Organisations régionales pour la paix dans les Grands Lacs.

Les Organisations régionales ont aussi quelques acquis bien qu'à renforcer. C'est le cas de la CEPGL pour un contrôle effectif des mouvements migratoires entre Etats membres, de la CIRGL pour l'effort d'impartialité et de recherche de la capacité de contraindre un Etat qui traîne le pas ainsi que l'accompagnement d'un régime de commerce transfrontalier simplifié, de la SADC pour l'objectif de mise en place d'une armée régionale en vue de faire face aux agressions intempêtes et de l'EAC pour la tentative de mettre ensemble tous les membres parties prenantes au développement régional. S'il est important d'avoir un œil sur les capacités des Organisations régionales à contribuer à la construction de la paix, c'est parce que : *« L'incapacité des systèmes politiques africains à accommoder la participation, la contestation et le partage du pouvoir, reflètent l'absence de légitimité et de responsabilité qui sont au cœur de nombreux conflits armés sur le continent. »³³*

3.4. Innover pour la paix dans les Grands Lacs

Les rencontres au sommet des Etats débouchent souvent sur des accords inconnus du grand public. C'est pourquoi, quels que soient les agendas des hautes personnalités au pouvoir, la population à la base a toujours dit et montré qu'elle voulait la paix. Et d'ailleurs elle s'évertue à maintenir envers et contre tous les contacts de survie qu'elle entretient au-delà des affrontements ou malgré les injonctions contraires. « *La*

³² Umbo Salama : Ces passerelles qui unissent les communautés du Rwanda et de la RDC. [Ces passerelles qui unissent les communautés du Rwanda et de la RDC - IciCongo](#) Consulté le 17/03/2023 à 7h31

³³ Extrait de l'infographie du Centre d'études stratégiques en Afrique sous le titre : Autocratie et instabilité en Afrique. [Autocratie et instabilité en Afrique – Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique \(africacenter.org\)](#) Consulté le 10 mai 2023 à 8h45

petite barrière peut être fermée, les tomates du Rwanda arriveront d'une manière ou d'une autre sur les marchés de Goma. » Au Sud-Kivu, « *la rivière Ruzizi n'est pas une barrière pour les cultivateurs qui la traversent à pied, en sautant sur les pierres, pour rejoindre leurs champs du côté RDC sans passer par la douane.* » C'est pourquoi, les stratégies innovantes de paix dans les Grands Lacs sont potentiellement des facteurs du retour de la paix dans la région si des initiatives sont prises pour leur activation. C'est le cas de :

- la redynamisation des cadres permanents de concertation existants ou à créer pour réduire les tensions entre pays ou entre groupes sociaux ;
- l'identification et l'appui des projets intégrateurs à caractère fédérateur ;
- l'ouverture d'opportunités régionales aux acteurs locaux pour une classe moyenne redevable à la région ;
- la régionalisation de l'expertise locale pour assurer une circulation des savoirs adaptés aux réalités locales et promouvoir l'appréciation mutuelle des personnes vivant des réalités comparables ;
- le jumelage entre villes frontalières aux multiples rencontres qui renforcent la paix ainsi que entre villes de pays différents mais aux enjeux comparables pour favoriser la contagion de bonnes pratiques (gestion des services de la ville, centre des décisions du pays, etc...);
- la collaboration inter institutionnelle entre pays limitrophes pour clarifier la régulation des relations transfrontalières ;
- la création d'espaces de rencontres régionales entre acteurs de la société civile qui se découvrent à cause de cela et mettent en place des mécanismes de collaboration et de coopération ;
- l'expérimentation de la justice transitionnelle au niveau régional qui permet de situer clairement les responsabilités et aux victimes de comprendre.

3.5. L'initiative "Maison de la Femme" à Goma : les femmes peuvent innover pour la paix.

Amplifier la voix et le pouvoir de la femme est une bonne pratique de paix existante mise en avant par les populations du Kivu montagneux qui se sont exprimé. Au point que, dans leur narratif sur leur situation, elles le présentent comme l'une des voies de sortie de crise à long terme. De fait, la sagesse africaine a retenu qu'« *aucune femme ne rit avec les dents d'une autre.* »³⁴

Avec comme slogan : « *Tout pour l'épanouissement de la femme* », la "Maison de la Femme" a ouvert ses portes à Goma en 2010, comme le dit sa Coordinatrice. Les bénéficiaires y trouvent à la fois des formations et des informations. Des formations courtes sont proposées pour assurer une indépendance socio-économique aux femmes. Mais, plus que tout, sous cette période d'administration militaire qui impose des restrictions en tout genre, avec cette Maison, le Nord-Kivu est en train de se doter d'un outil favorisant l'émergence de femmes qui façonnent le monde. De leurs échanges sortent des idées qui inscrivent leur combat dans le mouvement mondial d'émancipation des femmes à partir de cet espace de libération de la parole. Chercher des solutions aux problèmes sécuritaires ou autres avec les femmes signifie répondre à la question : Quelle est la place de la femme dans l'espace public ? « *Passée de la révolte au réalisme, Adélaïde déplore que les femmes veulent seulement se libérer des coutumes rétrogrades parce que dévalorisantes, sans penser à ce qu'elles doivent faire des pratiques coutumières positives. Pour elle, il faut abolir les coutumes rétrogrades et du coup valoriser les coutumes positives. Elle continue en soulignant qu'il faut moderniser les institutions ancestrales et, à travers l'éducation tenue par les femmes, informer et former les*

³⁴ Proverbe havu.

progénitures. »³⁵ C'est dire que les femmes ne pourront être actives dans l'espace public qu'avec ce qu'elles sont dans leur zone de confort.

3.6. A propos des opportunités d'exploiter les pistes d'action identifiées.

Concrètement, la mise en pratique et la productivité de ces pistes proviendrait de l'exploitation d'opportunités existantes. C'est le cas notamment de l'existence de :

- Cadres politiques d'échanges entre pays et dirigeants comme opportunités bien que jusque-là stériles (mécanismes ad hoc pour le suivi des accords d'Addis-Abeba, de l'EAC, Conclave des Chefs d'Etat de l'EAC, etc ...) ;
- Mécanismes de négociation d'intérêts économiques qui font gagner des revenus aux uns grâce aux autres (Revue annuelle entre Rwanda Development Board (RDB), Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et la Chambre de Commerce du Burundi ainsi que entre Groupes d'Economie solidaire exerçant des activités transfrontalières, etc...) ;
- La volonté des populations des pays concernés de vivre en paix qui transparait surtout dans les structures et activités formelles de coopération religieuse comme les conférences d'évêques ou les journées de prière transfrontalière ;
- Universités (ULK Gisenyi, Université Lumière de Bujumbura, ISDR/Bukavu, ...), creuset de l'uniformisation de la formation des ressources humaines ;
- Activités culturelles des artistes et sportifs des pays de la région (chanter et danser pour la paix, football for peace, etc...)
- Accompagnement international de la médiation entre Etats. Bien qu'à ré envisager si tant est vrai qu'avec la Monusco, rien de concret n'est apparu depuis 25 ans

³⁵ Sous la dir. de Kä Mana et Solange Gasanganirwa : Les vrais enjeux de la renaissance africaine pour les générations montantes, Goma, Pole Institute, 2017. p.292

4. Les recommandations issues de cette étude

Ci-dessous l'ensemble des recommandations formulées par les populations du Kivu montagneux récoltées dans cette étude.

- a. Résoudre un problème c'est s'attaquer aux causes. Ce qui n'est possible ensemble que pour des personnes qui partagent la même analyse du problème et ont des méthodes approchantes pour penser les solutions. C'est pourquoi, dans les Grands Lacs en proie à des conflits persistants, il importe de **créer ou appuyer des structures régionales d'éducation formelle (écoles et centres de formation) pour doter la jeunesse des pays des Grands Lacs d'une base commune de connaissances et d'outils d'analyse des situations ainsi que de mêmes processus de proposition de réponses aux défis régionaux ;**
- b. Recréer ou renforcer, à travers la mobilisation dans tous les espaces d'échange (églises, partis politiques, mouvements citoyens, associations, etc...) la confiance mutuelle à l'intérieur de la mosaïque des communautés ethniques congolaises en mettant l'accent sur les bénéfices de l'interdépendance dans la poursuite d'intérêts communs qui renforce la cohésion sociale ;
- c. Préserver le pouvoir d'achat de cette majorité de Congolais qui évoluent dans l'informel en professionnalisant leurs activités génératrices de revenus notamment en les accompagnant dans l'apprentissage de la standardisation et en les protégeant contre la prédation opérée par des investisseurs expatriés qui asphyxient les petits commerçants locaux. Pour cela, s'appuyer sur la loi sur le petit commerce dont l'application permet de faire face à ce problème ;

- d. « *La responsabilité de protéger le peuple congolais revient aux institutions de la RDC, c'est-à-dire aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo. Formée par intégration des factions hétéroclites à l'issue de la guerre, l'armée congolaise doit se professionnaliser et monter en puissance au moyen d'une réforme bien conçue et correctement mise en œuvre.* » (Kibel'Bel, 2020 p. 174) Il est de ce fait capital de « **Contribuer à l'affectation prioritaire des ressources consacrées à la solution militaire de la crise à la réforme du secteur de sécurité en RD Congo en revoyant la formation et la prise en charge des hommes, les conditions de travail, la structuration et responsabilisation des services dans les forces de défense et de sécurité ainsi que les ressources consacrés à ce secteur** » ;
- e. Il ne peut pas y avoir de paix, ni de justice, ni d'économie pour la paix sans une gouvernance par laquelle l'Etat assure la sécurité des biens, des personnes et de ses frontières ainsi que ses autres missions régaliennes. Pour cela il faut faire fonctionner des structures judiciaires et autres pour : « **Mener une lutte acharnée contre la corruption pour sortir la RDC du cycle "gestion prédatrice – violences – misère"** dans laquelle elle est engagée. **En effet, il y a un lien de causalité entre la gouvernance prédatrice et le désordre sécuritaire, humanitaire et écologique que subit le pays.** » Et, selon le Dr Denis Mukwege, Prix Nobel de la paix 2018, « *il n'y aura pas de paix et de progrès sociale en RDC sans la justice.* » Mais, il est tout aussi important d'avoir présent à l'esprit qu'il n'y aura pas de justice tant que la corruption restera ancrée dans toutes les institutions ;

- f. Créer et viabiliser des projets communs à plusieurs pays dans lesquels les citoyens de ces pays travaillent ensemble dans des espaces de mutualisation des intelligences et expertises disponibles dans les Grands Lacs africains ;
- g. La RDC subit un conflit armé soutenu qui résulte de ses propres circonstances parce que le motif le plus évident est le rôle de la gouvernance. Les habitants du Kivu montagneux invitent tous les Congolais à « **Contribuer à l'avènement d'un Etat congolais fort avec des institutions fortes (Exécutif, Judiciaire, Législatif), indépendantes et opérationnelles** » ;
- h. Arrêter toutes les hostilités ouvertes et s'engager à ne plus les reprendre pour affecter toutes les énergies utilisées à se jeter mutuellement des bombes à la mise sur pied de structures communautaires de transformation pacifique des conflits reconnues par des actes administratifs qui en garantissent la confiance aux requérants.

5. En guise de conclusion

C'est la nécessité de rendre disponible un narratif mobilisateur sur la fin des conflits à l'Est de la RD Congo qui a motivé à la base la production de la présente étude. Il s'est alors avéré que, toute personne établie dans la région commence par suivre un tapage médiatique sur la question qui inscrit dans l'imaginaire collectif la sécurité à l'Est de la RDC comme une problématique de puissances extérieures au pays en compétition pour l'accès aux ressources congolaises. Mais dès que les populations du Kivu montagnoux ont la parole, loin de la reproduction ou de l'ampliation des discours des pays parties prenantes aux conflits, c'est elle qui fait ressortir comme bon narratif sur la situation socio sécuritaire dans les Grands Lacs un narratif de rupture, de discussions, d'écoute mutuel, de remise en cause des certitudes et de négociations autour d'une table.

A l'époque où cette recherche populaire a été menée, d'importantes élections étaient en vue en RDC. Or, un processus électoral étant souvent accompagné de violences en RDC, les élections prévues à la fin de l'année 2023 pouvaient potentiellement exacerber les violences en cours. Les entrepreneurs des violences en activité depuis des décennies risquaient d'y trouver des justificatifs. Les actions chocs de la jeunesse et la sous-traitance de la sécurité du pays opérée par le gouvernement en complicité avec la communauté internationale n'ont pas pu jusqu'ici réussir à infléchir la courbe de la conflictualité. La présente étude l'a montré suffisamment.

Elle a aussi révélé que la grille d'interprétation, que serait l'ambition de balkanisation de la RDC, n'est pas unique. Il ressort de l'écoute active des populations que, pour comprendre la situation actuelle, une place privilégiée doit être accordée aux accords pris par le gouvernement congolais et non respectés par celui-ci ou remis en cause par les signataires dès lors qu'ils ne répondaient plus à leurs intérêts.

Dans ce sens, l'un des points importants dans la vision de base de Pole Institute se perçoit dans ses « *stratégies d'engagement communautaires. Il s'agit de la transformation de la société par des actions collectives pour une autre communauté sociale possible, dans la conviction qu'il n'y a pas de libération ni de promotion humaine sans un être-ensemble, un vivre-ensemble, un agir-ensemble et un rêver-ensemble vitalisés par une foi commune dans l'union et la coopération des énergies pour changer positivement et profondément les réalités.* »³⁶ C'est ainsi que la réflexion autour du problème de l'insécurité dans les Grands Lacs, abordée sous l'angle d'attaque de la revisitation des savoirs locaux producteurs de résilience, a fait ressortir des pensées riches pour une sortie de crise à partir des pratiques locales de paix, des solutions innovantes et de l'exploitation des opportunités à leur mise en œuvre.

Après avoir interrogé ceux qui vivent les effets des violences d'aujourd'hui sur leurs rapports aux enjeux locaux et régionaux pour une paix durable, il est loisible de constater que ce vécu regorge de tant de possibilités de réaliser le rêve d'un avenir qui prenne en charge tout ce qu'il contient depuis des décennies et qu'il faut à présent inscrire dans les enjeux du futur.

C'est cette perspective qui prédomine dans l'expression des perceptions des acteurs engagés au Nord-Kivu qui se sont exprimés au cours de l'atelier d'analyse et de réflexion organisé par Pole Institute à Goma les 09 et 10 mars 2023 ainsi que de ceux d'ailleurs interrogés. Même si toutes les personnes qui ont eu la parole dans le cadre de cette étude ne se sont pas accordées sur des solutions immédiates, la stabilisation que prônent ces "voix des sans voix", qui refusent de mourir et restent actifs envers et contre tout, est ancrée dans les efforts des communautés nationale et internationale, inscrits dans la durée, pour une paix réelle et durable à l'Est de la RD Congo et, par connexions et essaimage, à travers tout le pays et toute la région des Grands Lacs africains.

³⁶ Sous la direction de Kä Mana et Solange Gasanganirwa : Les vrais enjeux de la renaissance africaine, Pole Institute, 2017. p.7

En fin de compte, il faut rentrer sur et interroger la responsabilité des Congolais eux-mêmes sur ce qui leur arrive tellement il est contreproductif de toujours, partout et en tout rechercher le bouc émissaire au lieu d'interroger sérieusement sa propre responsabilité. C'est ce que propose Didier Mumengi : *« Je lance un appel à l'intelligentsia congolaise de marquer un stop, un stop collectif, pour qu'on arrête de faire la politique sur des schémas simplistes, sur des schémas opportunistes. Pensons à tout ce que d'autres pays ont mis en place comme industrie de l'intelligence pour résoudre leurs problèmes. Et lorsque le plus petit pays de la sous-région attaque, de manière récurrente, le plus grand pays de la sous-région, il est peut être bon qu'on jette un regard sur nous-mêmes. Quels sont les faiblesses internes qui donnent à ces voisins le désir de nous envahir ! Notre République doit devenir viable à l'intérieur. C'est pour ça que je lance un appel à l'intelligentsia nationale. Il faut que cette guerre du Rwanda nous intime à nous-mêmes l'ordre d'un stop collectif pour interroger notre parcours en tant que peuple. »*³⁷

Et l'historien congolais Ndaywel préconise quant à lui qu'on, *« utilise cette situation de guerre permanente comme une opportunité de revoir nos fondements et notre organisation. Il faut permettre la bonne décentralisation car la gestion unitariste a montré ses limites, mais aussi penser à une nouvelle constitution adaptée cette fois, à notre contexte et qui reflète vraiment ce que nous sommes »*³⁸.

❖ Proposition de prolongation de cette étude par la suggestion de quelques pistes d'actions pour le travail de Pole Institute en perspective :

³⁷ Didier Mumengi, porte-parole des années Mzee Laurent Désiré Kabila (De juillet 1998 à janvier 2001). [\(131\) MEMOIRE DIDIER MUMENGI - YouTube](#) Consulté le 13.04.2023 à 9h12

³⁸ Conférence du 28 avril précitée.

Pour terminer et aller plus loin, au bout de son initiative de mettre en dialogue des leaders locaux actifs dans le Kivu montagneux par une écoute active de leurs analyses et échanges sur la situation socio-sécuritaire à l'Est du pays et les pratiques de résilience qui ont maintenu ces populations meurtries en vie, ce qui a débouché sur des solutions innovantes dans les pratiques de paix, Pole Institute se voit recommandé toute une panoplie de thématiques et actions exploitables pour donner corps à sa contribution à une paix régionale dans les Grands Lacs africains.

C'est notamment le cas de :

- ✓ fonctionnement d'un espace de réflexion, une sorte de cadre de concertation permanente neutre et discret qui produit des éclairages pour l'opinion publique dans des cas comme la lecture des chartes, accords et contrant engageant la population congolaise chaque fois qu'ils sont signés, en vue d'une communication pour le changement. Cet espace doit être suffisamment intellectuel et scientifique pour garantir la crédibilité des analyses aux yeux de l'opinion publique. Il pourrait ainsi orienter un cadre de détraumatisation communautaire et devenir un espace de production de notes de plaidoyer à faire valoir dans le monde humanitaire. C'est pourquoi il est important que Pole Institute le protège en le portant par un pilotage comme cadre de mise en œuvre d'une feuille de route pour la soumission des recommandations issues des analyses présentes dans cette étude ou à retrouver dans l'actualisation ultérieure de l'analyse du contexte ;
- ✓ mise en place et appui au fonctionnement d'espaces de dialogue rationnel au sein des espaces transfrontaliers permettant l'émergence de structures logiques ou de cadres d'échanges et de concertations entre le Burundi, le Rwanda et la RD Congo, comme autre initiative engageante à expérimenter à côté de l'Académie de Paix et de l'Université Alternative déjà opérationnels au sein de Pole Institute ;

- ✓ ateliers de déconstruction des préjugés sur l'identité, modifier les perceptions des « autres » comme ennemis ou destructeurs économiques ;
- ✓ études et plaidoyers sur comment impliquer les dirigeants des États et leurs partenaires afin de les amener à concevoir des lois pertinentes et spécifiques au contexte des zones frontalières ;
- ✓ plaidoyer continu auprès d'institutions nationales et internationales et des bailleurs pour l'instauration d'un climat de confiance avec les acteurs intérieurs et extérieurs afin que le leadership local soit respecté et utilisé comme base d'action.

Goma, Octobre 2023

Annexes

1. Liste bibliographique :

➤ **Ouvrages :**

- ✓ Agenonga Adolphe : EST DE LA RDC : Le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante, LES RAPPORTS DU GRIP 2021 / 7
- ✓ Badie Bertrand : Quand le Sud réinvente le monde. Essai sur la puissance de la faiblesse, Paris, La Découverte, 2018.
- ✓ Kä Mana (sous la direction de) et Solange Gasanganirwa : Les vrais enjeux de la renaissance africaine, Pole Institute, 2017
- ✓ Kibel'Bel Oka Nicaise : Balkanisation de la RDC ? Mythes et réalités, Editions SCRIBE, Bruxelles, 2020. 274p
- ✓ Mwendike Kamate Micheline : La guerre a échoué. Prémices de la lutte pour le changement, Goma, Mlimani Editions, 2022.

➤ **Rapports :**

- ✓ Rapport 2022 de NRC (Conseil Norvégien pour les Réfugiés) intitulé : Les crises de déplacement les plus négligées dans le monde, publié le 1^{er} Juin 2023.
- ✓ Préambule de la DECLARATION DE DAR-ES-SALAM SUR LA PAIX, LA SECURITE, LA DEMOCRATIE ET LE DEVELOPPEMENT DANS LA REGION DES GRANDS LACS, signée lors du 1^{er} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CIRGL tenu à Dar Es Salam du 19 au 20 Novembre 2004
- ✓ Mémoire du Comité Permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo adressé à Son Excellence Felix Antoine Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo, Chef de l'Etat. Kinshasa, 8 Février 2023

➤ **Sources internet :**

- ✓ Dinho Kazadi lu dans [RDC : «la sauvegarde de l'intégrité de notre territoire est une longue histoire de résistance» \(Isidor Ndaywel\) \(sahutiafrica.net\)](#) Consulté le 14.05.2023 à 17h56
- ✓ Colette Braeckman dans "Le Soir" du 05 mai 2023 [Aux racines du conflit entre le Congo et le Rwanda - Le Soir](#) Consulté le 04 mai 2023 à 9h53
- ✓ ACTUALITE.CD [RDC-M23: à Goma, Uhuru Kenyatta lance un appel au cessez-le feu avant des pourparlers | Actualite.cd](#) Consulté le 18/03/2023 à 12h02
- ✓ RADIO OKAPI [Est de la RDC : 266 groupes armés locaux et étrangers recensés par le P-DDRCS | Radio Okapi](#) Consulté le 20.04.2023 à 8h29'
- ✓ site africanews.com : [RDC : un avion d'aide atterri à Goma, non loin des combats avec le M23 | Africanews](#) consulté le 11 mars 2023 à 7h55
- ✓ AFRICA INTELLIGENCE. [RDC/RWANDA : M23 : le renseignement, arme diplomatique de Kigali et Kinshasa \(africaintelligence.fr\)](#) Consulté le 16/03/2023 à 02h20
- ✓ [Debates - Tensions between Rwanda and the Democratic Republic of Congo \(debate\) - Tuesday, 14 February 2023 \(europa.eu\)](#) Consulté le 04/03/2023 à 13h17
- ✓ [A la Recherche scientifique: aucune concession d'un centre ou institut n'est vendue – AfricaNews RDC](#) Consulté le 24.04.2023 à 8h09
- ✓ [\(137\) RDC - Rwanda : nouvelle crispation verbale - YouTube](#) consulté le 18.04.2023 à 10h06'
- ✓ [Ces passerelles qui unissent les communautés du Rwanda et de la RDC - IciCongo](#) Consulté le 17/03/2023 à 7h31
- ✓ [RDC: l'Assemblée nationale adopte le projet de loi instituant la réserve armée de la défense | Actualite.cd](#) Consulté le 22.04.2023 à 8h09

- ✓ [« Ôtez vos mains de la RDC, ôtez vos mains de l'Afrique ! » : l'appel du pape à Kinshasa \(famillechretienne.fr\)](#) publié le 1^{er} février 2023. Consulté le 15/03/2023 à 11h57
- ✓ [Paix à l'Est : le sommet de Windhoek a approuvé le déploiement de la force de la Sadc en RDC | adiac-congo.com : toute l'actualité du Bassin du Congo](#) Consulté le 25 Mai 2023 à 8h19
- ✓ [Est de la RDC: Vous avez les troupes de l'EAC, de la Monusco, nos propres forces nationales et bientôt la SADC,... trop de cuisiniers gâtent la sauce \(Lutundula\) | Actualite.cd](#) Consulté le 17 juin 2023 à 17h11
- ✓ [RDC : «la sauvegarde de l'intégrité de notre territoire est une longue histoire de résistance» \(Isidor Ndaywel\) \(sahutiafrica.net\)](#) Consulté le 14.05.2023 à 17h56
- ✓ [Intégration régionale - Contre-vérités sur la RDC : Le député britannique Gavin Williamson fait des révélations à Mbusa Nyamwisi | Dépêche.cd \(depeche.cd\)](#) Consulté le 07.04.2023 à 7h56
- ✓ [Les conflits dans les espaces frontaliers des Etats de la sous-région des Grands Lacs Africains. - Irénées \(irenees.net\)](#) Consulté le 15/02/2023 à 13h18
- ✓ [Rappelant le passé « consternant » des dirigeants de la mutinerie du M23 en RDC, Pillay craint de nouveaux abus des droits de l'homme | OHCHR](#) Consulté le 27.02.2023 à 12h45
- ✓ [Etat de siège sans siège : Fraude juridique dans la conduite des opérations militaires au Nord-Kivu \(grandslacsnews.com\)](#) Consulté le 09.09.2023 à 10h24

2. Termes de référence d'une publication "fissures" ou "dossier" sur la situation socio sécuritaire à l'Est de la RD Congo.

« Défis et Opportunités pour une paix durable dans la Région des Grands lacs Africains. »

Motivation :

L'évaluation de l'atelier des 09 et 10 mars 2023, qui vient d'être faite par l'équipe pédagogique, a conclu que Pole Institute a su se montrer être un cadre où peuvent se traiter même des questions sensibles comme c'est le cas de la sécurité. Ce cadre a même été validé par la recommandation des participants de le remonter au niveau des grands décideurs du pays pour tenter de peser sur la situation du moment.

Si tel est le cas, une publication "Fissures" ou "Dossier" serait un outil de plaidoyer intéressant pour atteindre les objectifs suivants :

Objectifs

L'objectif principal de cette publication est d'amplifier les voix et analyses des acteurs de la société civile sur leurs perceptions de la crise actuelle et les solutions appropriées et réalistes pour une paix durable dans la région en vue de donner des arguments à des décideurs et à une masse critique capable de prendre position en faveur de la paix et influencer le changement dans la région des Grands Lacs.

Cet objectif principal suggère les trois objectifs spécifiques suivants :

- Une lecture discursive des résultats de l'atelier des 09 et 10 mars 2023 pour mettre en lumière la compréhension endogène du problème et les pratiques résilientes des populations congolaises ;
- Une consignation des compléments apportés par les entretiens individuels et en groupes pour approfondir la compréhension d'une crise aux allures structurelles (incompatibilités du conflit, analyse de la violence, pistes d'action pour la transformation pacifique régionale d'un conflit de ce niveau) ;
- Une mise en lumière des hypothèses portées par Pole Institute sur le changement dans les Grands Lacs.

Méthodologie :

- a) Lecture expressive des résultats de l'atelier réalisé à mettre au cœur de la publication ;
- b) Entretiens individuels (interviews) pour saisir les opinions de figures qui comptent ;
- c) Entretiens en groupes (focus group discussion) pour relever encore plus le niveau de débat ;
- d) Discussion et analyse rapide des résultats des entretiens ;
- e) Production d'une publication qui sert la cause et l'image de Pole Institute.

Résultats attendus :

Avec la production de cette publication de référence, les résultats suivants sont atteints :

- a) Les sources des tensions et des violences armées sont notées et disponibles ;
- b) Les bonnes pratiques issues des capacités locales de paix sont mises en lumière ;
- c) Des pistes de solution innovantes et pragmatiques sont durablement suggérées ;
- d) La rédaction d'un document synthèse est réalisée sur la base des données collectées.

Chronogramme des activités.

Activité	Projection
Discussion des TDR	Mars 2023
Proposition du Guide d'entretien	Mars 2023
Identification des personnes ressources	Du 03 au 07 Avril 2023
Contact des personnes identifiées	Du 12 au 14 avril 2023
Réalisation des entretiens collectifs (Focus groups)	Le 18 et le 20 avril 2023 à partir de 10 heures.
Réalisation des entretiens individuels (20 personnes)	Du 24 avril au 7 mai 2023 (soit 10 personnes par semaine)
Transcription et verbatims des entretiens	Du 09 au 20 mai 2023
Analyse du texte transcrit	Du 23 au 27 mai 2023
Ecriture du texte de la publication	Du 30 mai au 10 juin 2023
Production de la publication	Juin 2023

Profil des invités aux entretiens :

- **Pour les Interviews :**

- **5** Personnes ayant la légalité pour s'exprimer sur la question (gouverneur, consul, EAC, CEPGL, Plate-Forme des autorités Locales)

- **6** Chercheurs scientifiques (Profs Manzi Stanley, NZABANDORA, TSHIFENDI, MUGHANA, Innocent NYIRINDEKWE et Honorine Ntahobavuga NTAWANGA)

- **9** Observateurs privilégiés du contexte de violences (Conseil Provincial de la jeunesse, Leader des mouvements des jeunes, opposition politique, point focal des projets de consolidation de la paix, observateurs des dialogues gouvernement – groupes armés, Organisations Non Gouvernementales Nationales et Internationales).

- **Pour les Focus Group Discussion :**

- **5** personnes (3 hommes et 2 femmes) en rapport avec des activités transfrontalières

- **5** femmes issues du leadership féminin du Nord-Kivu.

3. Atelier sur la situation socio sécuritaire à l'Est de la RD Congo.

« Défis et Opportunités pour une paix durable dans la Région des Grands lacs Africains. »

Termes de référence

Motivation :

Au cours du mois d'août 2022, Antony Blinken, Secrétaire d'Etat américain, a bouclé son périple africain qui l'a amené en Afrique du Sud, en RDC et au Rwanda. La RDC s'est fort réjoui de cette visite en espérant en tirer la condamnation du Rwanda comme agresseur dans l'occupation de son territoire par le groupe armé M23. En effet, cette rébellion, dont les chefs sont décrits, déjà en 2012, par la Haut-

Commissaire de l'ONU, Navi Pillay³⁹, comme étant « *parmi les auteurs des pires violations des droits humains en RDC et même dans le monde* », a refait surface en novembre 2021 après avoir accusé le Président congolais de ne pas avoir respecté les accords de paix signés en 2013. Depuis juin 2022, elle occupe des pans entiers du territoire congolais à partir de la prise du poste douanier de Bunagana à la frontière avec l'Ouganda.

L'année suivante, au début du mois de février 2023, le cardinal et les archevêques et évêques catholiques réunis dans la Conférence Episcopale Nationale du Congo, CENCO, ont adressé au Président de la RD Congo des propositions sur la sortie du pays de la crise sécuritaire qui le secoue. « *La situation sécuritaire en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu demeure préoccupante. Le Saint Père, le Pape François, lors de sa visite chez nous, n'a pas manqué d'évoquer cette situation dramatique à l'Est de la RD Congo, un conflit qui semble être oublié par la communauté internationale et qui étouffe notre pays. Dans notre message du 9 novembre 2022, intitulé "l'heure est grave. Notre pays est en danger", nous avons alerté sur la grave détérioration de la situation sécuritaire avec pour conséquences : les massacres des civils, le déplacement massif des populations et la violation des droits humains. Aujourd'hui, cette crise sécuritaire affecte tous les secteurs de la vie nationale.* »⁴⁰

C'est à un point tel que, « *malgré la mise en œuvre de mécanismes de contrôle de la déstabilisation régionale, le défi de la construction de la paix durable persiste. Les violences entraînent des pertes en vies*

³⁹ Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay a exprimé sa profonde préoccupation, le 19 juin 2012 à Genève, par rapport à la sécurité de la population civile habitant dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) [Rappelant le passé « consternant » des dirigeants de la mutinerie du M23 en RDC, Pillay craint de nouveaux abus des droits de l'homme | OHCHR](#)
Consulté le 27.02.2023 à 12h45

⁴⁰ Extrait du mémorandum du Comité Permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo adressé à Son Excellence Felix Antoine Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo, Chef de l'Etat. Kinshasa, 8 Février 2023

humaines, des déplacements de populations dans tous les sens, la destruction des infrastructures de base et le pillage économique. »⁴¹

Beaucoup d'acteurs, tant de la scène internationale que nationale, se sont mobilisés pour acheminer de l'aide humanitaire dans les zones touchées par les effets des conflits. Il faut pourtant savoir que la solution au problème humanitaire n'est pas l'aide humanitaire mais le rétablissement de la paix. Dans cette optique, il est évident que ce soit difficile de réussir le processus de paix en RDC en ignorant complètement l'exaspération populaire due au fait :

- d'être pauvres dans un pays scandaleusement riche à cause de la mauvaise gouvernance ;
- d'être misérables parce que depuis toujours leur pays est dépouillé par les multinationales ;
- des conséquences des multiples interventions militaires responsables des millions de morts depuis des décennies et qui continuent en toute impunité .

Il se pose alors la question de savoir si: à part l'obligation qui incombe à l'État d'imposer la sécurisation collective, à quelles conditions des acteurs civils, confrontés aux violences armées dans leur zone d'intervention, peuvent faire face aux défis relatifs à la quête de la paix en R.D.C .

Objectifs

L'objectif principale de cet atelier est de laisser parler les acteurs de la société sur leurs perceptions de la crise actuelle et les solutions appropriés et réalistes pour une paix durable dans la région en vue de donner des arguments à une masse critique capable de prendre position en faveur de la paix et influencer le changement dans la région des Grands Lacs. Cet objectif principal suggère les quatre objectifs spécifiques suivants :

⁴¹ [Les conflits dans les espaces frontaliers des Etats de la sous-région des Grands Lacs Africains. - Irénées \(irenees.net\)](#) Consulté le 15/02/2023 à 13h18

- Comprendre les sources des tensions et des violences armées du point de vue de ceux qui vivent les effets de ces violences ;
- Identifier de manière participative les meilleures pratiques issues des capacités locales de paix qui ont émergé en réponse au continuum des conflits à l'Est de la RD Congo ;
- Partager une réflexion sur les stratégies innovantes nécessaires à une consolidation de la paix fondée sur la compréhension des relations entre les acteurs impliqués ;
- Proposer des pistes de travail susceptibles de soutenir la mise en œuvre des pratiques innovantes identifiées.

Méthodologie :

- f) Création de la confiance par l'expression des craintes et des attentes ;
- g) Exposés pour lancer le débat : il s'agit fondamentalement des exposés incitatifs sur

- La lecture du contexte : Persistance des groupes armés à l'Est de la RD Congo : liens avec les conflits en cours et nouvelles pistes de sortie au regard des nouveaux développements du contexte. (*Déo Cimerhe Munguakonkwa et Semakuba Nsabimana Corneille*) ;

Une présentation sur l'activisme des groupes armés de manière générale et comment ils alimentent les conflits locaux ; Jour 1 .

- Les dimensions du contexte : Extension régionale des conflits internes dans les pays des Grands Lacs et résilience sociale des populations victimes de ces conflits. Cas de l'Est de la RD Congo. (*Prof. Muhesi Muhindo et Kakule Kambale Etienne*) ;

Une présentation sur la dimension régionale des conflits en insistant sur tous les facteurs : économiques, politiques et socioculturels ; Jour 2.

NB : Les exposés se veulent être des éléments déclencheurs de la lecture du contexte et de l'expression des participants sur les

problèmes, les opportunités, la résilience et les nouvelles voies de sortie; ainsi, ils doivent être courts, juste pour susciter le débat; en bref, aller dans le sens d'une rapide analyse du contexte, pour déboucher sur un débat en plénière.

- h) Questions de clarification, compléments et échanges de points de vue en réaction aux exposés ;
- i) Discussions en carrefours sur deux axes principaux à savoir :
 - **Problèmes et capacités locales de résilience ;**
 - **Solutions innovantes et opportunités exploitables pour leur mise en œuvre.**
- j) Restitutions et Consensus en plénière ;

Résultats attendus

A l'issue de ces assises, les résultats suivants sont atteints :

- e) Les sources des tensions et des violences armées sont identifiées et comprises
- f) Les bonnes pratiques issues des capacités locales de paix sont dégagées ;
- g) Des pistes de solution innovantes et pragmatiques sont identifiées ;
- h) La rédaction d'un document de plaidoyer est programmée sur la base des données ainsi collectées et les acteurs à impliquer quand à ce, sont identifiés.

Agenda

Jour 1 : Jeudi 09.03.2023

N°	Heures	A réaliser.	Responsables.	Observations.
1.	8h30-9h**	Arrivée, Accueil des invités. Fiches des présences des invités. Mot d'accueil de Pole Institute Photo de famille	Protocole Jeannette	Matériel pédagogique
2.	9h00-9h15'	Attentes des participants Motivation de l'atelier	Modérateur	Post it
3.	9h15-9h30	In put : <i>la persistance des groupes armés à l'Est de la RD Congo : liens avec les conflits</i>	Prof Déo Cimerhe Munguankonkwa	Projection PP

		<i>en cours et nouvelles pistes de sortie au regard des nouveaux développements du contexte.</i>		
4.	9h30-10h15'	Ajouts, questions, débat et échange	Prof Déo Cimerhe Munguankonkwa	Débat ouvert
5.	10h15-10h30	In put : <i>la persistance des groupes armés à l'Est de la RD Congo : liens avec les conflits en cours et nouvelles pistes de sortie au regard des nouveaux développements du contexte.</i>	Semakuba Nsabimana Comeille	Projection PP
6.	10h30-11h15	Ajouts, questions, débat et échange	Semakuba Nsabimana Comeille	Débat ouvert
11h15-11h45 : Pause-café				
7.	11h45-12h45'	Travaux en carrefour	Modérateur	Supervision
8.	12h45-13h00'	Echanges à bâtons rompus sur les témoignages et idées des participants à partir de leurs expériences de médiation, sensibilisation, formations, transformation non violente des conflits, etc.	Modérateur et Preneur des notes	Libre parole
13h00-14h00 : Repas				
9.	14h00-15h00	Restitution des résultats des travaux en assemblée plénière	Exposés successifs des rapporteurs des 2 groupes de travail	Flip charts
10	15h00-15h30	Débat sur les pistes d'exploitation, de prolongement et de mise en œuvre des pistes de travail identifiées	Modérateur	Débat ouvert
11.	15h30-16h00	Evaluation de l'atelier par les participants Contacts de convivialité entre les invités	Modérateur	
12.	16h00	Fin de l'atelier Départ des participants		

Jour 2 : Vendredi 10.03.2023

N°	Heures	A réaliser.	Responsables.	Observations.
1.	8h30-9h**	Arrivée, Accueil des invités. Fiches des présences des invités. Mot d'accueil de Pole Institute	Protocole Jeannette	Matériel pédagogique
2.	9h00-9h15'	Récapitulation du Jour 1 Motivation du Jour 2	Rapporteur	Post it

3.	9h15-9h30	In put : <i>l'extension régionale des conflits internes dans les pays des Grands Lacs et la résilience sociale des populations victimes de ces conflits. Cas de l'Est de la RD Congo.</i>	Prof Muhesi Muhindo	Projection PP
4.	9h30-10h15'	Ajouts, questions, débat et échange	Prof Muhesi Muhindo	Débat ouvert
5.	10h15-10h30	In put : <i>l'extension régionale des conflits internes dans les pays des Grands Lacs et la résilience sociale des populations victimes de ces conflits. Cas de l'Est de la RD Congo.</i>	Kakule Kambale Etienne	Projection PP
6.	10h30-11h15	Ajouts, questions, débat et échange	Kakule Kambale Etienne	Débat ouvert
11h15-15h45 : Pause-café				
7.	11h45-12h45'	Travaux en carrefour	Modérateur	Supervision
8.	12h45-13h00'	Récits : pratiques de paix dont les participants sont fiers	Modérateur et Preneur des notes	Libre parole
13h00-14h00 : REPAS				
9.	14h00-15h00	Restitution des résultats des travaux en assemblée plénière	Exposés successifs des rapporteurs des 2 groupes de travail	Flip charts
10	15h00-15h30	Débat sur le groupe de travail pour la capitalisation des solutions innovantes en vue de la consolidation de la paix dans la Région des grands Lacs	Modérateur	Débat ouvert
11.	15h30-16h00	Agenda du Groupe de travail Evaluation de l'atelier par les participants Contacts de convivialité entre les invités	modérateur	
12.	16h00	Fin de l'atelier Départ des participants		

Profil des participants :

- Nombre : 25, dont au moins 40% de femmes
- Influenceur dans la société

- Analyste reconnu
- Leader local
- Figure connue dans l'une des catégories suivantes :
 - ✚ Société civile
 - ✚ Mouvement citoyen, groupe de pression
 - ✚ Association féminine
 - ✚ Université
 - ✚ Institution provinciale (ministre, député)
 - ✚ Cadre de la territoriale (nouvellement nommé)
 - ✚ Coopérative du commerce transfrontalier
 - ✚ Opérateur culturel (Eglise)
 - ✚ Leader communautaire
 - ✚ Corporation des motards
 - ✚ Journaliste déplacé de guerre
 - ✚ Administration de camps des déplacés (Kanyaruchinya, Bulengo)

4. Termes de référence de la rencontre de revisitation et priorisation des recommandations de l'atelier sur la situation socio sécuritaire à l'est de la RD Congo.

« Défis et Opportunités pour une paix durable dans la Région des Grands lacs Africains. »

Termes de référence

Motivation :

Le 09 et 10 mars 2023, il s'est tenue dans la Grande Salle Michel Séguier de Pole Institute un atelier qui donnait la parole aux acteurs de la société sur leurs perceptions de la crise actuelle et les solutions appropriés et réalistes pour une paix durable dans la région en vue de donner des arguments à une masse critique capable de prendre position en faveur de la paix et influencer le changement dans la *région des Grands Lacs*.

A l'issue de cet atelier, des volontaires se sont déclarés prêts à répondre à une invitation éventuelle de Pole Institute visant à définir une suite au dit atelier.

Il s'agit des 10 personnes suivantes :

- Assumini Kayumba Mamy, Coordinatrice de l'Association féminine DYNAFEC (tél. 0995584985)
- Odette Budari du Barza Intercommunautaire du Nord-Kivu (tél. 0971062440)
- Honorable Hope Sabini, Député Provincial (tél. 0997298111)
- Pauline Uwamariya, Présidente du Cadre Provincial de concertation (tél. 0998117429)
- Nelly Kyeya, Point Focal provincial "RIEN SANS LES FEMMES" et membre de la DFJ (tél. 0992182727)
- Souzy Kaseya, militante du Mouvement citoyen "Véranda Mutsanga" (tél. 0993067713)
- Chico Mwenge, artiste de la Maison des Jeunes (tél. 0991708786)
- Jules Kubuya Bwira, Chef des travaux à l'ULPGL (tél. 0978358104)
- Christophe Mwikizi, Coordinateur de l'Association féminine CENADEFRUC (tél. 0995581769)
- Ngulumira Amini, Président Interfédéral du Parti RDC KML (tél. 0971177904)

La rencontre d'évaluation des recommandations a pour objectifs :

- Identifier de manière participative les plus importantes recommandations ressorties de l'atelier des 09 et 10 mars ;
- Prioriser les recommandations et stratégies innovantes identifiées dans le dit atelier ;
- Proposer à Pole Institute des pistes de travail susceptibles de soutenir la mise en œuvre des pratiques innovantes identifiées.

Méthodologie :

- k) Relevé participatif des recommandations et stratégies issues de l'atelier des 09 et 10 mars 2023.
- l) Echanges et Discussions à bâtons rompus sur les axes de travail les plus intéressants ;
- m) Brainstorming sur ce qu'il convient de proposer prioritairement à Pole Institute pour la suite à donner à cet atelier.

Résultats attendus

A l'issue de la rencontre, les résultats suivants sont atteints :

- A) Les plus importantes recommandations ressorties de l'atelier des 09 et 10 mars sont identifiées ;
- B) Recommandations et stratégies innovantes identifiées dans ledit atelier sont placés dans un ordre prioritaire ;
- C) Une liste de pistes de travail susceptibles de soutenir la mise en œuvre des pratiques innovantes identifiées est dressée et adressée à Pole Institute.

Agenda

La rencontre est fixée au mardi, 11 Avril 2023 suivant cet agenda :

N°	Heures	A réaliser.	Responsables.	Observations.
1.	9h30-10h**	Arrivée, Accueil des invités. Fiches des présences des invités. Mot d'accueil de Pole Institute	Protocole Jeannette	Matériel pédagogique
3.	10h00-10h20	In put : <i>Recommandations de l'atelier</i> <i>Stratégies retenues par l'atelier</i>	Prosper	Projection PP
4.	10h20-10h50'	Ajouts, questions, débat et échange	Prosper	Débat ouvert
5.	10h50-11h20	Point d'étape (accord et divergences)	Mathieu	Projection PP
10	11h20-12h00	Débat sur les pistes d'exploitation, de prolongement et de mise en œuvre à	Modérateur	Débat ouvert

		proposer à Pole Institute		
12h00 : Fin de la rencontre				

5. Guide d'entretien pour les entretiens complémentaires a l'atelier sur le contexte socio sécuritaire a l'est de la RD Congo.

Pole Institute sollicite auprès de certains acteurs un entretien sur la situation socio sécuritaire actuelle à l'Est de la RDC et s'engage à n'utiliser les résultats de cette entretien que dans les limites d'une publication qui a pour objectif d'amplifier les voix et analyses des acteurs de la société civile sur leurs perceptions de la crise actuelle et les solutions appropriées et réalistes pour une paix durable dans la région en vue de donner des arguments à des décideurs et à une masse critique capable de prendre position en faveur de la paix et influencer le changement dans la région des Grands Lacs.

Questions :

1. *Pourriez-vous nous partager votre lecture de la situation socio sécuritaire actuelle à l'Est de la RD Congo ?*
2. *Dans cette situation dégradée, qu'est-ce qui n'est pas tolérable selon vous ? Et qu'est-ce qui est acceptable ?*
3. *D'après vous, quels sont les protagonistes dans ce conflit ? Que savez-vous des causes de ce conflit ? ((Qu'est-ce que chacun des protagonistes voit comme mur dressé devant ses intérêts et qu'il aimerait faire tomber en recourant à la guerre ?)*
4. *Une fois que les M23 seront anéantis, cantonnés ou jugulés, qu'est ce qui doit être fait pour mettre définitivement fin à l'insécurité dans la province et à l'activisme des groupes armés ?*
5. *Que pensez vous des Wazalendu? Quelle votre perception par rapport à cette nouvelle dynamique du regroupement des groupes armés locaux sous ce concept ?*
6. *Selon vous, quels sont les enjeux qui se cachent derrière les affrontements armés ? A quel niveau se situent ces enjeux ?*
7. *Comment comprenez-vous la stratégie envisagée par l'EAC pour juguler cette crise ? Y croyez-vous personnellement ? Pourquoi ?*

8. *Comment comprenez-vous la stratégie envisagée par la RDC pour juguler cette crise ?
Y Croyez-vous personnellement ? Pourquoi ?*
9. *Quelles stratégies pouvez-vous suggérer ou recommander pour la transformation pacifique de ce conflit ?*

6. Questions des travaux en carrefours

Axe 1 : Problèmes et capacités locales de résilience

Comment nommer la situation socio-sécuritaire que traverse l'Est de la RD Congo ?

Malgré la persistance de cette situation, le peuple congolais survit.

Quelles capacités de paix a-t-il mis au point et dont il est fier ?

Que faire pour que ces capacités de paix conduisent plus efficacement le pays vers une paix durable ?

Axe 2 : Solutions innovantes et opportunités exploitables pour leur mise en œuvre.

Pour faire face à la dégradation continue de la sécurité, quelles solutions innovantes existent ou imaginer pour contribuer au changement dans les Grands Lacs ?

Identifiez les opportunités qui existent dans le contexte local, national, régional et international pour donner la chance de réussir à ces solutions.

7. Fiche d'évaluation

Nom :

1. Identifiez succinctement les forces de cet atelier.
2. Dites en une phrase ou deux en quoi cet atelier a apporté des réponses aux préoccupations de la couche sociale dont vous faites partie.
3. Et si ce même atelier devait être réalisé ailleurs ou à un autre moment, que faudrait-il améliorer ?